

Update

Février 2021 : Collecte d'informations sur l'Afghanistan

Passerell propose avec cette update une sélection de sources provenant d'articles de presse ; de rapports d'organisations internationales et de sources étatiques qui tendent à dresser un aperçu de la situation en Afghanistan.

I. <u>UN « ACCORD DE PAIX » EN AFGHANISTAN ?</u>	3
A. UNE GUERRE INTERMINABLE ET LA CONTRADICTION DES ÉTATS EUROPÉENS	3
B. DE QUEL « ACCORD DE PAIX » EST-IL QUESTION ICI ?	4
C. UN ACCORD NE MARQUANT PAS LA FIN DES HOSTILITÉS	7
D. OUVERTURE DES POURPARLERS ENTRE TALIBANS ET GOUVERNEMENT AFGHAN : LES ATTAQUES COMME LEVIER DE NÉGOCIATIONS	9
II. <u>LA MENACE DES GROUPES TERRORISTES</u>	13
A. PLURALITÉ DE MENACES	13
B. UN CONFLIT TOUJOURS PLUS MEURTRIER	15
C. ATTAQUES	17
1. QUI EST VISÉ PAR LES GROUPES ANTI-GOUVERNEMENTS ?	18
2. FOCUS SUR L'ETHNIE HAZARA	21
3. RISQUES POUR LES PERSONNES IMPACTÉES PAR LE CONFLIT	24
III. <u>RISQUES POUR LES PERSONNES RENVOYÉES VERS L'AFGHANISTAN DE FORCE ?</u>	27
A. RECOMMANDATIONS DE L'UNHCR	27
B. RETOURS FORCÉS DE PERSONNES PERÇUES COMME « OCCIDENTALISÉES » : ÉVALUATION DES RISQUES	29
C. RETOUR D'EXPÉRIENCES D'ENFANTS RAPATRIÉS D'EUROPE VERS L'AFGHANISTAN	34
IV. <u>CORRUPTION</u>	35
V. <u>POINT SUR LA SITUATION SANITAIRE EN AFGHANISTAN</u>	36
A. ATTAQUES CONTRE DES HÔPITAUX ET PROFESSIONNELS DE SANTÉ PENDANT LA PANDÉMIE	36

B. UN SYSTÈME DE SANTÉ FRAGILE SOUS PRESSION FACE À LA PANDÉMIE	39
<u>VI. LES DEMANDEURS DE PROTECTION INTERNATIONALE AFGHANS DANS LES PAYS DE L'UE</u>	40
A. LA SITUATION EN ALLEMAGNE	40
B. LA SITUATION EN FRANCE	43

I. Un « accord de paix » en Afghanistan ?

A. Une guerre interminable et la contradiction des états européens

Les forces armées occidentales présentes en Afghanistan pendant la guerre ont employé du personnel civil de recrutement local, « PCRL », abandonné à leur propre sort lors du retrait des troupes :

Comme près de huit cents de ses compatriotes, il fait partie des Afghans — désignés sous le sigle « PCRL » (personnel civil de recrutement local) — employés par l'armée française en tant que traducteurs, magasiniers, cuisiniers ou chauffeurs pendant sa présence en Afghanistan, puis livrés à leur sort après son départ. Ces auxiliaires, qui s'appellent eux-mêmes tarjuman (« interprètes » en dari, un des principaux dialectes afghans), faisaient le lien entre les soldats français et les populations, allant parfois jusqu'à participer aux combats, indépendamment de la nature de leurs postes.

Diverses manières d'appréhender la question des PCRL ont été retenues selon les États. Certains pays, à l'instar de l'Allemagne — au contingent militaire équivalant à celui de la France — ont décidé de presque tous les rapatrier, tandis que d'autres, comme les États-Unis, ont adopté une législation permettant la délivrance de visas d'immigration spécifiques.

La France a retenu une approche différente et mis en œuvre plusieurs systèmes de « relocalisation ». (...)Celui-ci prévoyait le versement d'une prime de licenciement, une aide à la réinstallation en Afghanistan et, enfin, pour les auxiliaires menacés, la délivrance d'un visa « long séjour » pour la France, selon le niveau de menaces, la qualité des services rendus et la capacité d'intégration — ce dernier critère apparaît beaucoup plus opaque, et il est permis de penser qu'il visait, en réalité, à apprécier le degré de pratique religieuse (4). Au terme de cette sélection drastique et arbitraire, seuls 73 PCRL ont été accueillis

Découragés par l'incertitude et la lenteur de ces procédures, tandis que le danger sur place ne faiblit pas, certains font le choix de quitter l'Afghanistan par leurs propres moyens et empruntent la dangereuse route des migrants, portés par l'espoir inaltérable de gagner un jour leur pays de cocagne. Ce périple les arrête parfois en Iran, en Inde ou en Turquie, où le président Recep Tayyip Erdoğan agite constamment le spectre d'une expulsion de centaines de milliers de migrants vers leur pays d'origine — 32 000 Afghans ont été renvoyés entre janvier et septembre 2019 (12) — ou vers les États européens.

Leur salut ne réside alors plus que dans la possibilité d'arriver clandestinement en France, où ils pourront déposer une demande d'asile. Car les anciens PCRL se heurtent à une forme de paradoxe : l'État refuse de leur délivrer des visas pour rejoindre la France, alors que, s'ils y parvenaient illégalement, le statut de

réfugié ou la protection subsidiaire leur seraient très certainement accordés, comme le juge de manière constante la Cour nationale du droit d'asile. Abandonnés par leur ancien employeur, les tarjuman sont condamnés à un exil solitaire et périlleux pour bénéficier d'une protection à laquelle ils ont droit.¹

B. De quel « accord de paix » est-il question ici ?

Le 29 février 2020, un accord a été conclu entre les États-Unis et les Talibans, prévoyant notamment le retrait progressif des troupes américaines du territoire et l'ouverture de négociations de paix entre les Talibans et le gouvernement afghan :

- 1. Guarantees and enforcement mechanisms that will prevent the use of the soil of Afghanistan by any group or individual against the security of the United States and its allies.*
- 2. Guarantees, enforcement mechanisms, and announcement of a timeline for the **withdrawal of all foreign forces from Afghanistan.***
- 3. After the announcement of guarantees for a complete withdrawal of foreign forces and timeline in the presence of international witnesses, and guarantees and the announcement in the presence of international witnesses that Afghan soil will not be used against the security of the United States and its allies, the Islamic Emirate of Afghanistan which is not recognized by the United States as a state and is known as **the Taliban will start intra-Afghan negotiations with Afghan sides** on March 10, 2020, which corresponds to Rajab 15, 1441 on the Hijri Lunar calendar and Hoot 20, 1398 on the Hijri Solar calendar.*
- 4. **A permanent and comprehensive ceasefire will be an item on the agenda of the intra-Afghan dialogue and negotiations.** The participants of intra-Afghan negotiations will discuss the date and modalities of a permanent and comprehensive ceasefire, including joint implementation mechanisms, which will be announced along with the completion and agreement over the future political roadmap of Afghanistan.²*

La négociation de cet accord repose sur plusieurs aspects. Le premier est la volonté des Talibans et des représentants du gouvernements Afghan à maintenir un cessez-le-feu d'une semaine, finalement renommé semaine de « réduction de la violence », préalable requis avant toute rencontre entre les deux parties. Si les Talibans ont accepté de ne pas délibérément cibler et attaquer des positions américaines, ils ont refusé de signer un cessez-le-feu permanent avec les autorités afghanes, laissant ce point à l'ordre du jour de futures négociations qui auront lieu en septembre 2020 :

¹ A. Ory, « Quand la France renacle à protéger ceux qui l'ont aidée, les « Harkis » de Kaboul », *Le Monde Diplomatique*, Octobre 2020 < <https://www.monde-diplomatique.fr/2020/10/ORY/62293> >, [Consulté le 04 janvier 2021]

² Agreement for Bringing Peace to Afghanistan Between the Islamic Emirate of Afghanistan Which Is Not Recognized by the United States as a State and Is Known as the Taliban and the United States of America, 29 février 2020, disponible ici < <https://www.state.gov/agreement-for-bringing-peace-to-afghanistan/> >, [consulté le 23 septembre 2020]

*Dans un premier temps, les parties observeront pendant sept jours le bien-fondé et le sérieux des engagements de chacun à stopper les hostilités. Les Taliban et les militaires américains se sont également mis d'accord sur le mode d'évaluation, sur le terrain, de ce cessez-le-feu **qu'ils ont préféré appeler « la réduction de violence »**.³*

Cela implique que les Taliban soient prêts à faire la paix. Or, Donald Trump n'a pas exclu de maintenir une présence militaire sur le territoire afghan si nécessaire, alors que l'accord signé avec les Taliban stipule l'inverse. Cette présence militaire américaine pourrait remettre en cause le fragile accord de paix signé en février 2020 car les Taliban refusent catégoriquement de passer outre cette clause qu'ils considèrent comme un point non négociable :

*Le président Trump s'est engagé, lors du Forum de Davos, fin janvier, à maintenir une certaine présence militaire sur le sol afghan, quoiqu'il arrive. Il reste à déterminer comment les Taliban peuvent l'accepter alors **qu'ils avaient fait du départ des soldats étrangers un point non négociable**.⁴*

Le fait que le gouvernement afghan n'ait pas été invité à participer à ces négociations rend compliqué la possibilité de trouver un accord de paix en Afghanistan alors que l'intérêt principal des États-Unis réside dans l'évacuation complète de ses troupes du territoire. La semaine de réduction de la violence n'a d'ailleurs pas consisté en un arrêt complet des attaques, ces dernières ont juste épargné les positions étrangères :

*En réalité, il n'a jamais été question de négocier la paix (1) — exercice impossible puisque le gouvernement afghan était exclu des pourparlers —, mais de **trouver les conditions d'un retrait des forces américaines**, (...) Pour faire bonne mesure, il s'agissait aussi d'obtenir que les Taliban, en échange, acceptent quatre concessions : un cessez-le-feu, une négociation avec le gouvernement de Kaboul, un engagement qu'aucun attentat ne serait jamais fomenté contre les États-Unis depuis le sol afghan, et des garanties de sécurité pour le retrait graduel des troupes.*

***Le cessez-le-feu, qui devait être un préalable, a été remplacé par une petite semaine de « réduction de la violence »** (sic) avant signature, tandis que le dialogue intra-afghan n'a pas connu le début d'une réalité.*

Le site américain Long War Journal recense 147 attaques dans 27 des 35 provinces, entre le 1er et le 10 mars. Mais, conformément au traité, elles ont épargné les forces étrangères, car ils ne s'étaient engagés qu'à cela ! Dans la version de Voice of Jihad en pachtoune, une fatwa (avis religieux) rappelle que

³ J. Follorou, « L'Afghanistan n'a jamais été aussi proche de la paix », *Le Monde*, 15 février 2020, < https://www.lemonde.fr/international/article/2020/02/15/l-afghanistan-n-a-jamais-ete-aussi-proche-de-la-paix_6029703_3210.html > [consulté le 23 septembre 2020]

⁴ *Ibid.*

« les Talibans continueront le djihad jusqu'à l'avènement de leur Émirat islamique d'Afghanistan ».⁵

Le pouvoir des Talibans se trouve légitimé par l'exclusion du gouvernement afghan des négociations avec les États-Unis. Comme l'explique cet article de France24, ils ont pu fixer eux-mêmes l'agenda politique des négociations en refusant que le gouvernement afghan y participe. Une fois les troupes américaines retirées, leur place parmi le paysage politique du pays sera indéniable :

*Le pouvoir du président Ashraf Ghani est le grand perdant dans l'affaire, alors que les attaques se poursuivent contre l'armée et la police afghane. **L'accord de paix légitime les Talibans et les remet sur le devant de la scène politique.** Pendant les négociations, ce sont eux qui ont fixé l'agenda du processus de paix et refusé catégoriquement que le gouvernement de Kaboul y participe.*

*(...) D'une manière ou d'une autre, **ils feront partie du pouvoir politique du pays**, d'ailleurs leur objectif a toujours été de reprendre les commandes en Afghanistan. Or **la nouvelle génération**, qui à l'image de la société est fatiguée de la guerre et souhaite la paix, **est très inquiète, et redoute le retour au premier plan des Taliban** (...) Ils disent désormais que les femmes afghanes auront le droit de travailler et d'étudier, mais dans le cadre de l'islam. C'est une formule vague et ambiguë qui dépend de leur définition de l'islam. Sera-t-elle la même qu'il y a vingt ans, lorsqu'il y avait des lapidations ? C'est cela qui inquiète les femmes, les jeunes, les intellectuels, les artistes et la société civile afghane.⁶*

Il n'est pas certains que les Talibans négocient réellement pour trouver la paix dans le pays ou s'ils souhaitent simplement voir les troupes américaines se retirer du territoire national. Le risque d'effondrement ou de blocage du processus de paix reste encore important compte-tenu de ces incertitudes :

The United States has reached an agreement with the Taliban, but significant challenges, such as political power-sharing, the role of Islam, and women's rights, remain for achieving intra-Afghan peace.

Achieving an acceptable peace agreement, however, will not be easy. It is unclear whether the Taliban is serious about reaching a deal or whether its leaders are negotiating simply to get U.S. troops to withdraw so that Taliban forces can overthrow the Afghan government. Even if the Taliban is negotiating in good faith, significant issues need to be resolved—from political power-sharing to the role of Islam and women's rights.

⁵ G. Lefevre, « Un accord de paix qui n'en est pas un, débandade américaine en Afghanistan », *Le Monde Diplomatique*, Avril 2020, < <https://www.monde-diplomatique.fr/2020/04/LEFEUVRE/61638> > [consulté le 22 septembre 2020]

⁶ M. Daou, « Afghanistan : « les Taliban sont les grands gagnants » de l'accord avec les États-Unis », *France24*, 28 février 2020, < <https://www.france24.com/fr/20200228-afghanistan-les-taliban-sont-les-grands-gagnants-de-l-accord-avec-les-etats-unis> > [consulté le 22 septembre 2020]

*Given these challenges, the risk of the peace process collapsing or stalling indefinitely is significant.*⁷

Par ailleurs, il n'est pas non plus exclu que sitôt les troupes américaines parties, une guerre civile éclate entre les Talibans et les forces gouvernementales :

*Le risque est grand que le retrait américain ne débouche sur une guerre civile, entre le pouvoir légal à Kaboul (issu d'une élection certes bien imparfaite) et les Talibans qui ne le reconnaissent pas.*⁸

Se pose aujourd'hui la question de la continuité de cet accord suite à la mise en place de l'administration Biden : le nouveau président états-unien reviendra-t-il sur l'accord signé par l'administration Trump ?

les négociations de paix entre talibans et représentants du gouvernement afghan ont repris comme prévu le 5 janvier à Doha [...] les pourparlers restent au point mort

«Si elle ne respecte pas l'engagement de retrait de ses troupes, alors nous devons nommer des partisans de la ligne dure sur le terrain», a indiqué un négociateur taliban à Reuters.

Ils ont tenté, en vain, de refuser de relâcher 5 000 prisonniers talibans, comme le prévoyait l'accord. «Une délégation américaine est venue nous voir et nous a juré sur les saintes écritures qu'en libérant 5 000 talibans, il n'y aurait plus de violences. Nous leur avons dit que nos renseignements nous disaient l'inverse et que les violences augmenteraient. Les violences ont augmenté», a affirmé le vice-président Amrullah Saleh

*La présidence afghane peut-elle espérer une nouvelle politique de la part de Joe Biden ? «Beaucoup en sont persuadés, mais c'est absurde. Le départ de l'armée américaine est acté», assure la source diplomatique.*⁹

C. Un accord ne marquant pas la fin des hostilités

La signature de cet accord de paix fin février 2020 n'a pas entraîné un arrêt des hostilités. En effet, une semaine après, 32 civils ont été tués et des dizaines d'autres

⁷ S. Jones, « A Failed Afghan Peace Deal », *Council on Foreign Relations*, 1^{er} juillet 2020, < <https://www.cfr.org/report/failed-afghan-peace-deal> >, [consulté le 24 septembre 2020]

⁸ P. Riché, « Un accord entre Américains et talibans, pas encore la paix en Afghanistan », *L'OBS*, 22 février 2020, < <https://www.nouvelobs.com/monde/20200222.OBS25165/un-accord-entre-americains-et-talibans-pas-encore-la-paix-en-afghanistan.html> > [consulté le 22 septembre 2020]

⁹L. Mathieu, « Conflit : En Afghanistan, les pourparlers de paix à l'arrêt », *Libération*, 15 janvier 2021 < https://www.liberation.fr/planete/2021/01/15/en-afghanistan-les-pourparlers-de-paix-a-l-arret_1817685/ > [consulté le 15 février 2021]

blessés dans une attaque à Kaboul. Même si les Talibans ont nié toute implication, ils ont cependant repris leurs attaques contre les forces afghanes, ne renonçant pas à utiliser la violence comme moyen de pression :

*Officials **said at least 32 civilians were killed and dozens wounded.** The attackers struck Afghanistan's capital less than a week after the United States and the Taliban signed an agreement aimed at ending the 18-year-old war.*

*(...) **Even as the Taliban denied responsibility for the Kabul assault, they have resumed their attacks on Afghan forces across the country,** refusing to forsake violence as their leverage. The conflict has gone on for so long, and with so much overlap among the violent players, that it is often difficult to identify the plotters of an attack.¹⁰*

Aucun cessez-le-feu officiel n'a été mis en place et sitôt la semaine de réduction de la violence achevée, les Talibans ont repris leurs attaques contre les forces gouvernementales et les civils afghans. Les perspectives de négociations entre le gouvernement afghan et les Talibans restent pour l'heure incertaines :

*Despite this new agreement, **there is still no official cease-fire in place.** Throughout 2019 and into 2020, violence continued across Afghanistan as the United States increased air strikes and raids targeting the Taliban, while the Taliban continued to carry out attacks on Afghan government targets, make territorial gains, and target Afghan National Defense and Security Forces (ANDSF) bases and outposts. The Taliban have also carried out high-profile attacks across the country, including in Kabul. **After the reduction in violence period ended, the Taliban quickly resumed attacks on Afghan security forces and civilians.***

*(...) **Prospects for negotiations between the Afghan government and the Taliban remain uncertain.**¹¹*

Un article publié dans le *New York Times* en date du 4 mars 2020 fait état d'au moins 76 attaques menées dans 24 provinces afghanes depuis la signature de l'accord entre les Talibans et les États-Unis. Les responsables politiques afghans craignent que sans l'adoption d'un cessez-le-feu contraignant, le retrait des troupes américaines ne les laisse dans une position vulnérable :

*The Taliban have carried out at **least 76 attacks across 24 Afghan provinces since Saturday.***

¹⁰ M. Mashal et N. Rahim, « Gunmen kill dozens at event attended by Afghans politicians », *The New York Times*, 6 mars 2020, < <https://www.nytimes.com/2020/03/06/world/asia/afghanistan-kabul-abdullah-election-violence.html> > [consulté le 22 septembre 2020]

¹¹ Global Conflict Tracker, *War in Afghanistan – recent development*, juillet 2020, disponible sur < <https://www.cfr.org/global-conflict-tracker/conflict/war-afghanistan> > [consulté le 24 septembre 2020]

(...) The deadliest of the dozens of assaults so far were on the outskirts of Kunduz in the north in the early hours of Wednesday. The Taliban's elite Red Unit stormed Afghan Army outposts there from several directions, killing at least 15 Afghan soldiers, according to Lt. Col. Mashuq Kohistani, the commander of the Afghan Army battalion in the area.

(...) Afghan officials have long been concerned that, without some sort of binding cease-fire, the United States' eagerness to leave Afghanistan might make them vulnerable in future talks with the Taliban.¹²

Au début du mois de mai 2020, au moins 13 personnes ont été tuées dans l'attaque d'un hôpital à Kaboul. La même journée, au moins 24 personnes sont décédées lors d'un attentat suicide pendant des funérailles dans l'est du pays. Quelques heures après ces nouvelles attaques meurtrières menées par les Talibans, le président afghan a annoncé une reprise des hostilités contre ces derniers :

*Le président afghan, Ashraf Ghani, a annoncé mardi 12 mai dans la soirée la **reprise de l'offensive des forces gouvernementales contre les Taliban**, quelques heures après deux attaques, à Kaboul et dans l'est du pays, qui ont tué des dizaines de civils.*

*(...) **Au moins 13 personnes, dont des nouveau-nés et des infirmières, ont été tuées dans l'attaque d'un hôpital par trois hommes armés à Kaboul. Quelques heures plus tard, au moins 24 personnes sont mortes lors d'une attaque suicide pendant des funérailles dans l'est du pays. Un deuxième attentat revendiqué mardi soir par le groupe État islamique.**¹³*

D. Ouverture des pourparlers entre Talibans et gouvernement Afghan : les attaques comme levier de négociations

En septembre 2020 se sont ouvertes des négociations entre les Talibans et une délégation gouvernementale afghane, comme prévu par l'accord signé entre les États-Unis et les Talibans. Si c'est la première fois depuis de nombreuses années que les deux camps s'assoient à la même table pour discuter, cette avancée ne va pas de pair avec un arrêt des combats sur le territoire.

Quelques heures après la cérémonie d'ouverture, plusieurs attaques talibanes à l'encontre des forces de l'ordre afghanes ont été recensées. Depuis la signature de l'accord entre les Talibans et les États-Unis, ces attaques n'ont cessé d'augmenter, tuant plus de 12 000 afghans selon Abdullah Abdullah, le chef de la délégation afghane.

¹² M. Mashal et N. Rahim, « Taliban ramp up attacks on Afghans after Trump says 'no violence' », *The New York Times*, 4 mars 2020, < <https://www.nytimes.com/2020/03/04/world/asia/afghanistan-taliban-violence.html?searchResultPosition=38> > [consulté le 22 septembre 2020]

¹³ AFP et Reuters, « Afghanistan : reprise des hostilités avec les talibans après deux attaques meurtrières », *France24*, 15 mai 2020, < <https://www.france24.com/fr/20200512-afghanistan-plusieurs-morts-dans-une-attaque-contre-un-h%C3%B4pital> > [consulté le 23 septembre 2020]

L'ONG Amnesty International recense quant à elle 180 civils tués et 375 autres blessés en un mois, entre le 20 septembre et le 20 octobre 2020 :

« Quelques heures à peine après la cérémonie d'ouverture, **des policiers, des militaires afghans sont morts dans des attaques de talibans**. On dénombre près d'une **vingtaine d'attaques en trois jours**, un moyen de rappeler quel sera le moyen de pression utilisé pendant ces pourparlers censés amener la paix. »¹⁴

« Depuis que les talibans ont signé un accord avec les États-Unis en février, les **attentats et les embuscades contre les forces afghanes ont augmenté**. Les combats ont fait **2 085 tués et blessés parmi les civils** au deuxième trimestre d'après la mission de l'Otan, en hausse de 59 % par rapport au début de l'année. »

« **Rien n'oblige les insurgés à un cessez-le-feu**. Un arrêt des combats dans les prochains jours est d'autant plus improbable que **c'est grâce à leur effort de guerre que les talibans ont obtenu un départ progressif des troupes américaines**. Le groupe islamiste y a aussi gagné une forme de reconnaissance internationale en multipliant les rencontres avec de hauts dignitaires étrangers ces dernières années. »¹⁵

« Jeudi 22 octobre, **quatre personnes ont été tuées et une dizaine d'autres blessées** dans le district de Shareen Tagab, dans la province de Faryab, quand les talibans ont procédé à un tir de roquette sur un marché. Le même jour, **12 enfants ont perdu la vie** et au moins 18 personnes ont été blessées quand une école a été touchée par une frappe aérienne de l'armée afghane dans la province de Takhar.

Ces dernières victimes en date s'ajoutent aux **180 civil·e·s tués et aux 375 autres blessés au cours du mois qui a précédé le 20 octobre**, selon les chiffres du ministère afghan de l'Intérieur communiqués cette semaine.

Le 17 octobre, **sept civils ont été tués** dans la province de Ghor par l'explosion d'une bombe placée en bordure de route. Le lendemain, à Feroz Koh, la capitale de la province de Ghor, **16 personnes ont été tuées** et 125 autres blessées dans un attentat à la voiture piégée. Ensuite, le 20 octobre, dans le district de Jalriz et la province de Maidan Wardak,

¹⁴ C. Guibal « En Afghanistan, des négociations de paix historiques et cruciales débutent pour l'avenir du pays », *France Info*, 15 septembre 2020, < https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/un-monde-d-avance/en-afghanistan-des-negociations-de-paix-historiques-et-cruciales-debutent-pour-l-avenir-du-pays_4091163.html >, [consulté le 3 Novembre 2020]

¹⁵ E. Derville « Afghanistan : les négociations de paix en quatre questions », *Le Point*, 12 septembre 2020, < https://www.lepoint.fr/monde/afghanistan-les-negociations-de-paix-en-quatre-questions-12-09-2020-2391593_24.php > [consulté le 3 novembre 2020]

*des engins explosifs posés en bordure de route ont tué **11 personnes et en ont blessé quatre autres.***

*D'intenses combats se poursuivent depuis 15 jours entre les forces du gouvernement afghan et celles des talibans à Lashkar Gah, capitale de la province d'Helmand, et des médias locaux ont indiqué que ces violences ont contraint **au moins 40 000 personnes à s'enfuir de chez elles.**¹⁶ »*

Plus d'un mois et demi après l'ouverture des négociations, ces dernières piétinent, alors même que les Talibans multiplient leurs attaques contre la population afghane. Pour beaucoup d'observateurs, ces attaques sont menées dans le but d'augmenter la pression sur le gouvernement afghan et leur permettre ainsi d'être en position de force dans les pourparlers, d'autant plus que c'est grâce à cette méthode qu'ils ont obtenu le retrait des troupes américaines du territoire. Ils ont d'ailleurs rappelé que « toute personne liée aux autorités afghanes ou à leurs soutiens étrangers méritait la mort »¹⁷ :

*Un mois et demi après l'arrivée des délégations, **les négociations piétinent**, et le ministère afghan de la défense affirme affronter les talibans dans 26 des 34 provinces du pays.*

*Pour beaucoup d'observateurs, les **offensives lancées par les talibans ont pour but d'augmenter la pression sur le gouvernement afghan** afin de négocier en position de force. Mais certains craignent de voir la violence des affrontements rompre le fragile dialogue, à l'heure où les négociations traînent et continuent d'achopper sur d'épineuses questions de protocole.*

« Ni le gouvernement afghan ni les talibans ne veulent reconnaître la partie adverse, explique Thomas Ruttig, codirecteur de l'Afghanistan Analysts Network, c'est pour cela que les talibans ne négocient pas avec le gouvernement afghan, mais avec "une délégation de la République islamique d'Afghanistan", qui comprend des membres extérieurs au gouvernement.» Des circonlocutions qui n'aident pas l'avancée des débats, et ce d'autant plus que le temps joue en faveur des talibans dont les offensives entament le moral des troupes afghanes.

« Les talibans n'ont aucunement l'air pressé de vouloir en finir avec cette guerre », confiait dimanche un délégué de la partie gouvernementale au Washington Post. « Ils n'écoutent personne. Tout ce qu'ils font, c'est tuer le temps et tuer des gens. » Une déclaration faite le 25 octobre par 2 000 religieux réunis à Kaboul et appelant à résoudre les différends par la

¹⁶ Amnesty International, *Afghanistan : le nombre de victimes augmente alors que les parties aux négociations de paix ne protègent pas les civils*, 22 octobre 2020, disponible ici < <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2020/10/afghanistan-mounting-casualties-as-parties-to-peace-talks-fail-to-protect-civilians/> >, [consulté le 3 novembre 2020]

¹⁷ P. Sautreuil « En Afghanistan, les talibans font monter la pression », *La Croix*, 27 octobre 2020, < <https://www.la-croix.com/Monde/En-Afghanistan-talibans-font-monter-pression-2020-10-27-1201121567> >, [consulté le 3 novembre 2020]

*négociation n'est pas parvenue à apaiser la situation. La veille, le porte-parole des talibans réaffirmait sa vision selon laquelle **toute personne liée aux autorités afghanes ou à leurs soutiens étrangers méritait la mort.***¹⁸

L'issue des négociations s'annonce donc très incertaine, d'autant qu'il n'est pas à exclure que cet excès de violence ne rompe définitivement le dialogue et mette un terme aux pourparlers, sans qu'aucun accord, notamment autour d'un cessez-le-feu permanent, ne soit trouvé :

*“Abdullah **said 12,000 Afghans had been killed and another 15,000 injured in just over six months** since the Taliban and the US signed a troop withdrawal deal in February, that paved the way for the negotiations.*

*There have been several brief ceasefires for religious holidays in recent years but the **Taliban have resisted calls for a broader halt to fighting.** Insurgent leaders are aware **that their ability to cause bloodshed brought their enemies to the negotiating table.***

“The peace talks are happening with the Taliban because they caused a lot of casualties and violence, that’s a point of strength for them,” said Orzala Nemat, the director of the Afghanistan Research and Evaluation thinktank.”¹⁹

*Depuis des mois, **Kaboul est frappée par des attaques quasi-quotidiennes à l'encontre de journalistes, personnalités politiques et religieuses, défenseurs des droits humains, juges, qui ont incité des membres de la société civile à se cacher ou s'exiler.***

Même si l'organisation État islamique a revendiqué certaines de ces attaques qui ont semé la peur et le chaos dans le pays, Kaboul et Washington les imputent aux talibans.

*Cette tactique nouvelle **semble avoir coïncidé avec l'ouverture en septembre à Doha de négociations de paix entre les talibans et le gouvernement afghan, destinées à mettre fin à deux décennies de guerre.***

¹⁸ *Ibid.*

¹⁹ E. Gramah-Harrison « Afghan peace talks with Taliban begin in Doha with rocky path ahead », *The Guardian*, 12 septembre 2020, < <https://www.theguardian.com/world/2020/sep/12/afghan-peace-talks-with-taliban-begin-in-doha-with-rocky-path-ahead> >, [consulté le 3 novembre 2020]

Kaboul tente d'obtenir un cessez-le-feu permanent, mais les talibans ont rejeté pour l'instant toute concession.²⁰

→ Dans la mesure où les Talibans refusent un cessez-le-feu, comment la situation peut-elle s'améliorer pour les ressortissants afghans ?

II. La menace des groupes terroristes

A. Pluralité de menaces

La liste des groupes terroristes sévissant dans le pays est longue et même si un accord entre le gouvernement et les Talibans est conclu un jour, de nombreux autres groupes²¹ continuent d'exercer leur influence en Afghanistan.

Dans un de ses rapports sur la situation sécuritaire en Afghanistan, l'UNHCR note qu'il est peu probable que la menace liée à Daesh soit éradiquée en 2020 ou 2021. Il est même attendu qu'ils multiplient les attentats, faisant de nombreuses victimes civiles dans les grands centres urbains tels que Kaboul, ainsi que des attaques plus ciblées contre des ONG ou des équipes des Nations-Unies :

*Looking ahead to 2020 and 2021, and notwithstanding the various challenges associated with projecting that far into the future [...] **the physical threat posed by Daesh is unlikely to be fully eradicated**, however, and while no meaningful expansion of territorial control is foreseen, they are expected to retain their capacity to carry out **spectacular mass casualty incidents in major urban centres**, such as Jalalabad and Kabul, as **well as attacks against NGO and UN targets**, both of which may increase in the coming years.²²*

L'ONU s'alarme du fait que la menace djihadiste se soit désormais déplacée vers l'Afghanistan, avec environ 2 500 combattants présents dans le nord-est du pays. De petits groupes locaux ont repris le drapeau de l'État Islamique et recrutent désormais de nouveaux combattants sur internet, dans les écoles et les universités afghanes :

*Pour les enquêteurs, **le paysage djihadiste en Afghanistan doit davantage inquiéter la communauté internationale**. Concentrés dans le nord-est du pays, 2 500 combattants, dont 2 100 dans la province de Kunar, pèsent sur la*

²⁰AFP, « Afghanistan: quatre employés d'un ministère tués à Kaboul »,VOA, le 09 février 2021 < <https://www.voafrique.com/a/afghanistan-quatre-employés-d-un-ministère-tués-à-kaboul/5771039.html> > [consulté le 15 février 2021]

²¹ Voir liste émise par la CIA ici : <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/af.html>

²² Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), *Afghanistan: Compilation of Country of Origin Information (COI) Relevant for Assessing the Availability of an Internal Flight, Relocation or Protection Alternative (IFA/IRA/IPA) to Kabul*, décembre 2019, disponible sur < <https://www.refworld.org/docid/5def56204.html> > [consulté le 23 septembre 2020], p. 7.

*sécurité de l'ensemble de cette région frontalière avec le Pakistan. **L'étendard de l'EI est repris par des groupes locaux en rupture de ban, qui recrutent également sur Internet, dans les madrasas (écoles religieuses) et universités afghanes, notamment à Kaboul.***²³

Selon Human Rights Watch, les divers groupes terroristes ont intensifié leurs attaques à Kaboul et dans les autres grandes villes du pays ces dernières années, faisant des milliers de victimes civiles. Des centaines de personnes ont fait l'objet d'une violence soudaine, alors même qu'elles vquaient à leurs occupations habituelles. Même si les Talibans visent ostensiblement le gouvernement afghan ainsi que les installations militaires étrangères, ils utilisent des moyens qui tuent et blessent de nombreux civils de façon massive et indiscriminée :

*Since early 2016, insurgent groups in Afghanistan have **sharply escalated their attacks in Kabul and other major urban areas that have left thousands of civilians dead and injured.** Hundreds of civilians going about ordinary activities – walking down the street, working in a shop, preparing food at home, or worshipping in a mosque- have experienced sudden and terrifying violence.*

*(...) **In the past two years, the Taliban have intensified their attacks in large urban areas, ostensibly targeting Afghan government and foreign military facilities but using means that cause massive, indiscriminate casualties.** These attacks have killed hundreds of civilians. In January 2018, the Taliban claimed responsibility for two large-scale attacks in Kabul that killed at least 125 civilians.*²⁴

La majorité des victimes civiles peut être imputée à des groupes d'insurgés anti-gouvernements. Les Talibans sont notamment jugés responsables de 43% de la totalité des victimes civiles lors du premier semestre 2020. Ce nombre a augmenté de 33% par rapport à la même période en 2019 :

Anti-government elements continued to be responsible for the majority of civilian casualties during the first half of 2020. UNAMA attributed 43% of civilian casualties to the Taliban. UNAMA documented a 33% increase in civilian deaths attributed to the Taliban from 1 January to 30 June 2020 as compared to the same time period in 2019.²⁵

La mission de l'ONU en Afghanistan s'inquiète que les civils continuent d'être délibérément pris pour cibles par les groupes terroristes. L'État Islamique perpétue

²³ J. Follorou, « Selon l'ONU, la menace djihadiste s'est déplacée en Afghanistan », *Le Monde*, 31 janvier 2020, < https://www.lemonde.fr/international/article/2020/01/31/selon-l-onu-la-menace-djihadiste-s-est-deplacee-en-afghanistan_6027933_3210.html [consulté le 22 septembre 2020]

²⁴ Human Rights Watch, 'No Safe Place': *Insurgent Attacks on Civilians in Afghanistan*, mai 2018, disponible sur : < <https://www.refworld.org/docid/5afaee8d4.html> >, [consulté le 24 septembre 2020], p.7

²⁵ *Ibid.*, p. 8.

plusieurs attaques contre les minorités religieuses et notamment la population musulmane chiite, dont la plupart appartient au groupe ethnique Hazara :

UNAMA remains concerned about the deliberate targeting of civilians by Anti-Government Elements, as well as cases of threats, intimidation and harassment. From 1 January to 30 June, UNAMA documented 770 civilian casualties resulting from attacks in which civilians were deliberately targeted by Anti-Government Elements, with more than half of those attributed to the Taliban. UNAMA also continued to document attacks from ISIL-KP on religious minorities and the Shi'a Muslim population, most of whom also belong to the Hazara ethnic group.²⁶

Le nombre d'enlèvements de civils par les Talibans continue lui aussi de dangereusement augmenter. Les personnes concernées sont victimes de traitements inhumains lors de leur détention et leurs chances d'en sortir vivantes sont minces :

UNAMA continued to document a worrying increase in abductions of civilians by the Taliban, including those that led to ill-treatment and summary executions. During the first six months of 2020, UNAMA verified 28 incidents of abductions of civilians that resulted in 68 civilian casualties, which represents more than a five-fold increase compared to the first six months of 2019.²⁷

B. Un conflit toujours plus meurtrier

Selon le Global Peace Index, l'Afghanistan est, pour la deuxième année consécutive, le pays le moins sûr au monde en 2020. C'est l'un des rares pays où le nombre de décès liés à un conflit n'a pas diminué au cours des dernières années. Au contraire, depuis 2014, les affrontements gagnent en intensité et prennent de plus en plus d'ampleur. L'Afghanistan est aujourd'hui le pays qui compte le plus grand nombre de décès liés à un conflit interne au monde :

Afghanistan is the least peaceful country in the world for the second year in a row, follow by Syria, Iraq, South Sudan and Yemen. All, except Yemen, have been ranked amongst the five least peaceful since at least 2015.²⁸

Afghanistan remains the least peaceful country in the region, and the least peaceful country overall on the 2020 GPI. Despite the signing of peace deal between the US and the Taliban in February 2020, violent attacks continued

²⁶ *Ibid.*, p.10

²⁷ *Ibid.*, p.12

²⁸ Institute for Economics & Peace, *Global Peace Index 2020: Measuring Peace in a Complex World*, Juin 2020, disponible sur < <http://visionofhumanity.org/reports> >, [consulté le 24 septembre 2020], p.4.

only days after the agreement was signed. In addition, domestic disputes remain over the results of the September 2019 election.²⁹

(...) Afghanistan is one of the few countries where the number of deaths has not decreased over the past few years, with the scope and intensity of the conflict there actually increasing since 2014. Afghanistan is now the country with the highest total number of deaths from internal conflict.³⁰

Selon un rapport de la mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (UNAMA), le conflit a fait 2 458 victimes entre le 1^{er} janvier et le 30 juin 2020 (1 282 morts et 2 176 blessés). L'Afghanistan continue d'être un des conflits les plus meurtriers au monde pour les civils : chaque année, des milliers d'entre eux sont tués, blessés, enlevés, déplacés et menacés par les belligérants :

From 1 January to 30 June 2020, UNAMA documented 3,458 civilian casualties (1,282 killed and 2,176 injured). The reality remains that Afghanistan continues to be one of the deadliest conflicts in the world for civilians. Each year, thousands of civilians are killed and injured, abducted, displaced and threatened by parties to the conflict in Afghanistan; in addition to being killed and maimed at alarming rates, children are continuing to be recruited and used, and subjected to sexual violence by parties to the conflict; and women are facing multiple threats to their protection stemming from the direct and indirect impact of the conflict. The COVID-19 pandemic has drastically reduced the ability of victims to recover from the impact of the armed conflict, as well as increased the vulnerability of the wider civilian population to further threats.³¹

Comme l'indique un article du *New York Times* du 27 juin 2020, le nombre d'assassinats ciblés dans la capitale afghane a considérablement augmenté ces derniers mois. Le Conseil national de sécurité afghan a déclaré que la première semaine du mois de juin avait été la plus meurtrière depuis le début du conflit, avec 291 soldats afghans tués par les Talibans. Javid Faisal, porte-parole du Conseil, a affirmé que les attaques des Talibans au cours des mois de mars, avril et mai 2020 ont augmenté de près de 40% par rapport à la même période en 2019. Les membres du gouvernement afghan se disent très préoccupés depuis la signature de l'accord de paix puisque selon eux, les Talibans, qui ont désormais étendu leurs attaques, sont les seuls à en bénéficier. Enfin, les Talibans mèneraient d'autres attaques dans les campagnes afghanes mais sans les revendiquer ni les rendre publiques, pour ne pas compromettre le retrait des troupes américaines du pays :

²⁹ *Ibid.*, p.18

³⁰ *Ibid.*, p.30

³¹ United Nations Assistance Mission in Afghanistan (UNAMA), *Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Midyear Report: 1 January – 30 June 2020*, 27 juillet 2020, disponible sur < <https://reliefweb.int/report/afghanistan/afghanistan-protection-civilians-armed-conflict-midyear-report-1-january-30-june> >, [consulté le 24 septembre 2020], p.3

Two employees of Afghanistan's human rights commission were killed in Kabul on Saturday as a bomb attached to their vehicle exploded, the latest in a **rising number of targeted killings** in the Afghan capital.

(...) From assassinations of religious scholars and assaults against cultural figures to widespread Taliban attacks across the country, **the rise in violence is sapping the brief optimism from an American agreement with the Taliban**. Under that deal, the United States would withdraw its troops, paving the way for direct negotiations between the Afghan sides to end the war in a hoped-for political settlement.

(...) **The Taliban agreed not to attack American targets, but refused a cease-fire with Afghan government forces, leaving that to direct negotiations between the Afghan sides**. However, American officials said there was an informal understanding with the insurgents that they would reduce their attacks by 80 percent. **Afghans have been increasingly frustrated that they haven't seen that reduction in violence**, and the United States, focused on President Trump's urgency to get out of the war, has done little to hold the Taliban to it.

(...) The Afghan National Security Council said **June had the deadliest week of the war, with 291 Afghan soldiers killed in Taliban attacks in one week**. Javid Faisal, a spokesman for the National Security Council, said **the Taliban attacks in the past three months rose nearly 40 percent compared with the same period last year**.

(...) We have had deep concern since the agreement between the U.S. and the Taliban was signed," said Haidar Afzaly, the head of the Afghan Parliament's Defense Committee. "The only group that has benefited from that is the Taliban, who are seeing their prisoners released."

(...) He said **the Taliban**, who were set back by frequent airstrikes in 2019, "are emboldened now" and "**have expanded their attacks**."

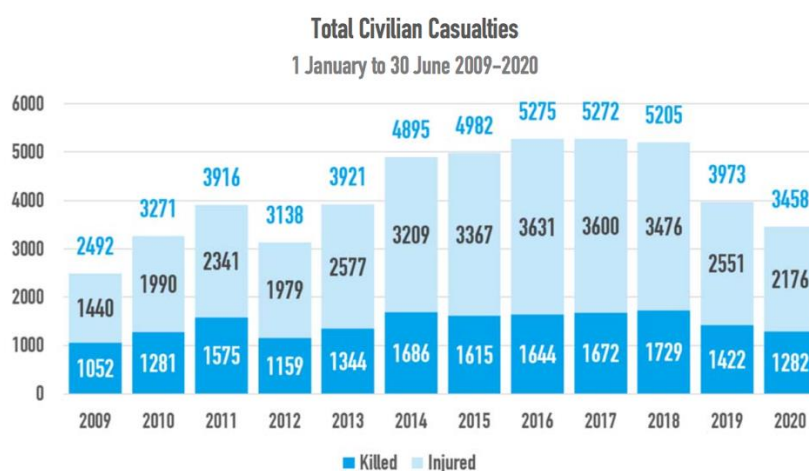
(...) The Taliban have increasingly subcontracted assassinations and targeted killings to criminal networks in the cities, a senior Afghan security official said, putting pressure on the country's intelligence agency and law enforcement. In the countryside, the **Taliban are continuing bloody attacks in the open, but they have refrained from publicizing the attacks to avoid a direct clash with the United States** so as not to endanger the withdrawal of American troops.³²

C. Attaques

³² F. Abed, F. Faizi et N. Rahim, «Afghan Deaths Pile Up in Uncertainty over U.S. Deal With Taliban », *The New York Times*, 27 juin 2020, < <https://www.nytimes.com/2020/06/27/world/asia/afghanistan-taliban-human-rights-workers.html> >, [consulté le 23 septembre 2020]

1. Qui est visé par les groupes anti-gouvernements ?

Selon un rapport de l'ONU, les civils ont été particulièrement touchés par l'escalade de la violence lors du premier semestre 2020 où 3 458 victimes civiles ont été recensées (1 281 morts et 2 176 blessés). L'augmentation du nombre de victimes civiles est principalement due à une augmentation significative des attentats suicides par les forces anti-gouvernementales, notamment les Talibans :



From 1 January to 30 June 2020, UNAMA documented 3,458 civilian casualties (1,282 killed and 2,176 injured). Despite periods of reductions in violence, including during the week leading up to the signing of the 29 February US-Taliban agreement and the cease-fire declared over Eid al-Fitr between the Taliban and the Government of Afghanistan, violence has continued, with civilians bearing the brunt.³³

Les élections présidentielles de septembre 2019 se sont déroulées dans un contexte de violences accrues. Deux attentats suicides de masse ont eu lieu en juillet et septembre 2019 sur des sites électoraux, faisant 152 victimes civiles. Les Talibans ont d'ailleurs publié des déclarations dans les mois précédant le scrutin avertissant les citoyens que les rassemblements électoraux pouvaient devenir la cible d'attaques :

On 28 September, Afghanistan held its fourth presidential election since 2004. Against the backdrop of increasing civilian casualties, levels of election-related violence resulting in civilian casualties remained relatively low in the months leading up to polling day as compared to the parliamentary elections in 2018. However, two mass-casualty suicide attacks at election-related sites in July and September together caused 152 civilian casualties (51 deaths and 101 injured), raising security concerns for polling day. The Taliban issued three statements in August and in September, warning Afghan citizens that

³³ United Nations Assistance Mission in Afghanistan (UNAMA), *Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Midyear Report: 1 January – 30 June 2020*, Op. Cit., p.3.

election gatherings and rallies could become a target and urging teachers and students to stay away from polling centres, including the ones located in schools, which could become the target of attacks.³⁴

Les Nations Unies s'inquiètent également de l'augmentation d'assassinats ciblés par les Talibans. Un de leurs rapports évoque une trentaine de civils assassinés car soupçonnés d'avoir des liens avec le gouvernement entre les mois de mars et avril 2017 dans plusieurs villages de la province de Kandahar :

*UNAMA is extremely concerned by the execution of 30 adult male civilians, shot to death by Anti- Government Elements in the northern villages of Nesh district in Kandahar province in 13 incidents between March and April. Anti-Government Elements shot to death 19 civilian men between 6 and 10 March and an additional 11 civilian men between 2 and 10 April after taking control of territory in proximity to the district administration centre in two phases. **Anti-Government Elements deliberately sought out civilian men in areas newly under their control who they believed had links to the Government or prior employment with the Afghan national security forces.***³⁵

Les journalistes et représentants de la société civile afghane expriment eux-aussi leurs inquiétudes en matière de sécurité et d'exercice de la liberté d'expression. Ils se disent notamment inquiets d'évoluer dans un environnement de menaces et d'intimidations, imputable à la fois aux acteurs étatiques ainsi qu'aux forces anti-gouvernementales :

*Between September and December 2016, UNAMA conducted 11 regional consultations and recorded the views and concerns of 240 journalists and civil society representatives from 22 provinces with respect to their own experiences concerning the exercise of the right to freedom of expression. Participants consistently **raised concerns about encountering an environment of threat and intimidation attributable to both Anti-Government Elements and State actors in relation to their freedom to express opinions and monitor and report on human rights violations and abuses, in particular on conflict-related incidents.***³⁶

Les personnes suspectées de travailler pour le gouvernement sont aussi une cible de choix. En juillet 2020, les Talibans ont enlevé puis exécuté une gardienne de prison alors qu'elle rendait visite à sa famille dans la province de Ghazni. La ville de Jaghori, où elle se trouvait au moment de son enlèvement, a pourtant longtemps été considérée comme l'un des districts les plus sûrs de la région. Les routes du pays ne représentent pas un endroit sûr pour ceux qui les empruntent, les Talibans n'hésitant pas à arrêter

³⁴ *Ibid.*, p. 6.

³⁵ United Nations Assistance Mission in Afghanistan (UNAMA), *Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Midyear Report 2017*, juillet 2017, disponible sur < <https://unama.unmissions.org/protection-of-civilians-reports> >, [consulté le 23 septembre 2020], p.42

³⁶ United Nations Assistance Mission in Afghanistan (UNAMA), *Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2016*, février 2017, disponible sur < <https://unama.unmissions.org/protection-of-civilians-reports> >, [consulté le 23 septembre 2020], p.39

et fouiller chaque véhicule à la recherche de toute personne suspectée de travailler pour le gouvernement. Deborah Lyons, représentante spéciale du secrétaire général des Nations unies pour l'Afghanistan déplore qu'alors même que les négociations de paix entre le gouvernement et les Talibans sont sur le point de commencer, le conflit continue de faire rage sur le terrain et fait chaque jour de nombreuses victimes parmi les civils :

*The Taliban **abducted and executed a female prison guard in the eastern Afghan province of Ghazni**, officials and relatives said Monday, as the United Nations expressed concern over the war's unending toll on civilians.*

*(...) "At a time when the government of Afghanistan and the Taliban have a historic opportunity to come together at the negotiating table for peace talks, **the tragic reality is that the fighting continues inflicting terrible harm to civilians every day**," said Deborah Lyons, the U.N. secretary-general's special representative for Afghanistan.*

*(...) **Jaghori**, where Ms. Rajabi was traveling to see her family at the time of her abduction, **was long considered one of the safest districts** in a volatile region inhabited by the Hazara ethnic group. But in 2018, the Taliban launched an assault on the area and nearly took control, before being pushed back.*

*(...) **The insurgents have increasingly threatened the highways and main roads across Afghanistan**, taxing commercial vehicles and searching buses for anyone suspected of working for the government.³⁷*

Enfin, les étudiants et universitaires sont aussi régulièrement la cible d'attaques terroristes : début novembre 2020, plus de vingt étudiants ont été tués lors d'une attaque revendiquée par l'État islamique contre l'université de Kaboul. La semaine précédente, 24 personnes, dont une majorité d'étudiants, ont péri dans un attentat perpétué là encore par l'État Islamique contre un centre d'éducation de la capitale afghane :

*« Au moins **vingt-deux personnes**, des étudiants pour la plupart, **ont été tuées** et une vingtaine blessées, lundi 2 novembre, dans une attaque revendiquée par l'organisation Etat islamique (EI) contre l'université de Kaboul.*

*Des écoles et des universités ont régulièrement été prises pour cible par des groupes extrémistes comme l'EI. La **semaine dernière au moins 24 personnes**, des étudiants pour la plupart, **ont péri dans un attentat à la bombe** contre un centre d'éducation à l'ouest de Kaboul, revendiqué par*

³⁷ M. Mashal et N. Rahim, « Taliban Executes Female Prison Guard, and U.N. Raises Concern Over Afghan Violence », *The New York Times*, 27 juillet 2020, < <https://www.nytimes.com/2020/07/27/world/asia/taliban-executes-guard-afghanistan.html> >, [consulté le 29 septembre 2020]

l'EI. En 2018, un kamikaze de l'EI s'était fait exploser devant l'université de Kaboul, tuant également une vingtaine de personnes. »³⁸

2. Focus sur l'ethnie Hazara

Une part importante des demandeurs de protection internationale en Grèce fait désormais partie de l'ethnie des Hazaras, qui « *semblent être de plus en plus marginalisés et souffrir de persécutions dans leur pays* »³⁹.

Les Hazaras représentent la troisième communauté ethnique du pays mais ont été « *historiquement réprimés et mis au ban de la société afghane* »⁴⁰. Avec l'arrivée du groupe État Islamique dans le pays, les Hazaras sont redevenus une cible privilégiée des attentats. L'Afghanistan étant un pays majoritairement sunnite, les Hazaras, chiites, sont ceux souffrant le plus de « *la guerre interminable qui oppose les forces gouvernementales aux groupes extrémistes sunnites : les Talibans et le groupe État Islamique* »⁴¹ :

*Historiquement réprimés et mis au ban de la société afghane, les Hazaras représentent **la troisième communauté ethnique du pays**, derrière les Pachtounes et les Tadjiks sunnites. D'origine turco-mongole, ils sont soutenus par l'Iran, la grande puissance chiite.*

*(...) Après une courte période d'accalmie, **les Hazaras sont redevenus la cible privilégiée des attentats des groupes djihadistes**, avec l'arrivée de Daech en Afghanistan en 2014. À cette époque, les talibans se sont divisés en deux courants. Les modérés veulent aujourd'hui négocier avec l'État pour obtenir une reconnaissance politique, mais les talibans les plus radicaux offrent de nombreux soutiens logistiques à Daech. Certains ont même rejoint les rangs de l'organisation terroriste. Un rapprochement qui n'étonne pas le chercheur de l'Iris : « Les talibans et Daech ont été créés en s'appuyant sur le courant islamique wahhabite, selon lequel les chiites ne sont pas des musulmans. » Si, historiquement, les talibans ne ciblaient pas les Hazaras pour des questions religieuses, **ces derniers se retrouvent à présent pris entre deux feux.***

*(...) Étant donné que l'Afghanistan est un pays à majorité sunnite, **c'est surtout les Hazaras qui souffrent de la guerre interminable qui oppose les forces***

³⁸ AFP « Afghanistan : 22 morts dans l'attaque de l'Université de Kaboul, revendiquée par l'État islamique », *Le Monde*, 2 novembre 2020, < https://www.lemonde.fr/international/article/2020/11/02/afghanistan-l-universite-de-kaboul-visee-par-une-attaque-une-vingtaine-d-etudiants-tues_6058205_3210.html >, [consulté le 3 novembre 2020]

³⁹Assemblée Générale des Nations Unies, Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés Compte-rendu analytique de la 688^e séance, 20 octobre 2015, disponible ici : < <https://www.unhcr.org/fr-fr/563a257f9.pdf> >, [consulté le 25 septembre 2020]

⁴⁰ J. Benoit, « En Afghanistan, la minorité chiite Hazara touchée au cœur », *La Croix*, 17 août 2018, < <https://www.la-croix.com/Journal/En-Afghanistan-minorite-chiite-hazara-touchee-coeur-2018-08-17-1100962268> > [consulté le 22 septembre 2020].

⁴¹ *Ibid.*

gouvernementales aux groupes extrémistes sunnites : les Talibans et le groupe État islamique.⁴²

D'autres articles de presse témoignent de combats opposants les talibans à des milices Hazaras, dans des villages qui avaient jusqu'ici été « épargnés par la violence »⁴³ :

Des centaines d'autres ont été déplacées par les combats intenses qui opposent les talibans à des milices hazara et à des forces gouvernementales dans les districts jusqu'ici épargnés par les violences de Jaghori et Malistan.

*(...) Les Hazaras sont pour la plupart de confession chiite. **Les combats actuels font craindre des violences à caractère ethnique et religieux**, alors que les talibans attaquaient jusqu'ici principalement les forces de sécurité et les militaires étrangers présents en Afghanistan.*⁴⁴

Les Hazaras s'inquiètent du retrait prochain des troupes étrangères du sol afghan, qui pourrait les laisser vulnérables face aux Talibans qui leur sont particulièrement hostiles. Laissés à l'abandon face aux attaques, la communauté Hazara commence elle aussi à prendre les armes :

"Nous avons été forcés de prendre les armes", déclare à l'AFP Hamidullah, devenu depuis le porte-parole du Mouvement de résistance pour la justice, un groupe de combattants hazaras opérant sur les hauteurs enneigées de la province de Bamiyan (centre).

"Ceux qui étaient censés nous défendre n'ont pas répondu à nos attentes", constate-t-il à regrets

Avec le retrait total des troupes étrangères, essentiellement américaines, prévu d'ici mai, les Hazaras se préparent au pire, craignant que le pays ne replonge totalement dans la guerre civile.

Certains Hazaras ont fui la capitale pour rejoindre la province de Bamiyan, terre natale de la communauté, longtemps considérée comme l'une des zones les plus sûres du pays.

Murad Ali Haidari pensait ainsi protéger sa famille. Mais cela n'a pas empêché son fils d'y être tué dans l'un des deux attentats survenus en novembre.⁴⁵

⁴² *Ibid.*

⁴³ AFP, « Afghanistan : « terreur » dans des villages en proie aux combats avec les talibans », *L'Express*, 11 Novembre 2018, < https://www.lexpress.fr/actualites/1/monde/afghanistan-terreur-dans-des-villages-en-proie-aux-combats-avec-les-talibans_2048562.html > [consulté le 22 septembre 2020]

⁴⁴ *Ibid.*

⁴⁵ AFP, Afghanistan: les Hazaras craignent le pire avec le départ des Américains, *RTL*, le 28 janvier 2021, < <https://5minutes.rtl.lu/actu/monde/a/1662540.html> >, [consulté le 15 février 2021]

Les perspectives d'une paix durable pour les Hazaras restent pour le moment lointaines. Ils font en effet les frais d'une violence à grande échelle, allant d'intimidations, abus, oppression jusqu'à des enlèvements et des assassinats :

*But ever since the start of the withdrawal of NATO forces from Afghanistan, the Hazaras' worries about their future in Afghanistan have deepened. **The decision of the United States to hold peace talks directly with the Taliban, a group particularly hostile towards the Hazaras, only exacerbated these concerns.***

*(...) **For now, the prospects for sustainable peace for the Hazaras remain distant**, to say the least, for two main reasons: the Taliban's deep-rooted hostility towards them and the Afghan government's reluctance or inability to propose a detailed peace plan which addresses their specific concerns and fears.*

*(...) The Taliban's targeting of the Hazaras is not limited to individual kidnappings and killings; **it has involved violence on a much larger scale, as well as relentless intimidation, abuse and oppression.***⁴⁶

Dans un rapport publié en février 2016, l'ONU a observé une forte augmentation des enlèvements et des meurtres de civils de l'ethnie Hazara au cours de l'année 2015 par les forces antigouvernementales. Après plusieurs recherches sur le retour des Hazaras en Afghanistan, l'universitaire William Maley conclut que l'Afghanistan ne peut pas être considéré comme un pays sûr pour les Hazaras. Leur persécution est d'ailleurs antérieure à l'émergence de l'État Islamique dans le pays. A partir de la fin octobre 2018, les Talibans ont entrepris des attaques contre les provinces de Khas Urzga, Malestan et Jaghori, dont sont originaires de nombreux demandeurs d'asile Hazaras dans les pays occidentaux. Le ciblage de ces régions discrédite l'idée qu'elles constituent des zones sûres vers lesquelles les Hazaras peuvent être renvoyés:

*When security in Afghanistan deteriorates, ethnic minorities can easily find themselves in the firing line. In particular, **there is a long history of persecution of and discrimination against members of the Hazara Shiite minority in Afghanistan.** In February 2016, the United Nations Assistance Mission in Afghanistan reported that 'in 2015, UNAMA observed a **sharp increase in the abduction and killing of civilians of Hazara ethnicity by Anti-Government Elements.** Between 1 January and 31 December, Anti-Government Elements abducted at least 146 members of the Hazara community in 20 separate incidents.'*

⁴⁶ B. Alizada, « What peace means for Afghanistan's Hazaras people », *Aljazeera*, 18 septembre 2019, < <https://www.aljazeera.com/indepth/opinion/peace-means-afghanistan-hazara-minority-190917151220650.html> > [consulté le 22 septembre 2020]

(...) Given this fluidity, **it is a serious mistake to conclude that Afghanistan is safe for Hazaras.** The disposition of extremists to strike at them has not disappeared, and, importantly, it precedes the emergence of ISIS. This was tragically demonstrated on 6 December 2011, when a suicide bomber attacked Shiite Afghans, most of them Hazaras, at a place of commemoration during the Ashura festival. Almost simultaneously, a bomb in Mazar-e Sharif also killed Afghan Shia. The Kabul bomb killed at least 55 people, and the Mazar bomb four more. (...) To depict this attack as an isolated incident misses the underlying history of antagonism towards Hazaras that is pertinent to assessing what the future holds.

(...) **From late October 2018, Taliban forces undertook coordinated attacks against Hazaras in Khas Urzgan, Malestan and Jaghori.** Many asylum seekers in western countries originate from these districts. The targeting of these districts completely discredits the narrative that they constitute 'safe' areas to which Hazaras can reasonably be expected to return.

Two cases from Ghazni province further highlight the dangers that Hazaras face. First, an Afghan Hazara was removed to Afghanistan in August 2014 on the basis of a December 2012 Refugee Review Tribunal decision. He was seized by the Taliban when attempting to travel to his home village along a road about which the Tribunal had stated that 'the level of risk does not reach the threshold of a real chance'. He was then severely tortured. Second, on 20 September 2014, an Australian citizen of Afghan Hazara origin was murdered by Taliban militants who reportedly stopped a minibus on which he was travelling and asked for him by name.

(...) **Any 'country information' suggesting that Hazara Shia are not at risk of persecution for reasons recognized by the 1951 Convention, or at real risk of harm if they seek to travel to places outside Kabul where their families may be located, is outdated and irrelevant.**

(...) The signing of the agreement, and the withdrawal of US and allied forces for which it provides, is likely to lead to a heightened risk of instability in Afghanistan, which would add to the risks that Hazaras face.⁴⁷

3. Risques pour les personnes impactées par le conflit

En Afghanistan, les enfants sont touchés de manière disproportionnée par la crise et le conflit : la violence et le refus d'accès aux services essentiels comme la santé et l'éducation compromettent leur droit à un environnement sécurisé. Ils sont particulièrement vulnérables au recrutement et à l'exploitation. Les jeunes enfants sont armés et entraînés pour combattre contre les forces gouvernementales, y compris en

⁴⁷ W. Maley, *On the Return of Hazaras to Afghanistan*, 4 mars 2020, disponible sur < <https://www.refugeecouncil.org.au/wp-content/uploads/2020/04/Maley-Hazaras-4.3.20.pdf> >, [consulté le 25 septembre 2020]

commettant des attentats suicides. Ils sont aussi recrutés par la police pour effectuer des missions de garde du corps, chauffeur et combattant, tout en risquant d'être victime d'exploitation sexuelle :

*Children in Afghanistan are especially vulnerable to recruitment and use by parties to the conflict during the Covid19 pandemic. **During the first half of 2020, UNAMA verified the recruitment and use of 13 children by the Taliban. They were recruited, armed, and trained to perform combat functions against the Afghan national security forces, including suicide attacks.** Incidents of recruitment and use of children are believed to be widely underreported in Afghanistan given the sensitivities involved and concerns about the safety of the children. During the Covid19 period, UNAMA has received an **increase in reports of recruitment and use of children by the Afghan national security forces** across various regions of Afghanistan. Reportedly, children are currently being recruited and/or used by the Afghan National Police and Afghan Local Police **for support functions such as bodyguards and drivers, combat roles at check posts, and sexual exploitation.**⁴⁸*

***Children are disproportionately affected by Afghanistan's protection crisis and will represent 56% of people in need in 2020.** Persistent violence, discrimination and denial of access to essential services undermine their right to a safe and secure environment, compromising their physical and psychological well-being.⁴⁹*

La population civile a subi de nombreux dommages liés au conflit, qu'ils soient physiques, psychologiques ou émotionnels. La plupart des personnes interrogées par les Nations Unies racontent des expériences de traumatisme émotionnel, de dépression et d'anxiété, au point que leur vie quotidienne en a été profondément affectée :

*The civilian population of Afghanistan has **suffered incalculable harm and loss as a result of the armed conflict including physical harm, emotional and psychological suffering, financial devastation, and other negative impacts on the enjoyment of their fundamental human rights.**⁵⁰*

*Numerous individuals recounted experiences of **emotional trauma, grief, depression, and anxiety** to the extent that their daily lives were deeply affected.⁵¹*

⁴⁸ United Nations Assistance Mission in Afghanistan (UNAMA), *Protection of Civilian in armed conflict midyear report : 1st January - 30 July 2020*, Op.Cit., p.20.

⁴⁹ The Humanitarian Programme Cycle, *Humanitarian Needs Overview Afghanistan*, décembre 2019, disponible sur < <https://www.unocha.org/afghanistan> >, [consulté le 25 septembre 2020], p.12.

⁵⁰ *Ibid.*, p.22

⁵¹ *Ibid.*, p.24

*Almost all interviewees reported that **they felt their safety and security has been affected by the conflict.** The majority of interviewees reported negative effects on their ability to participate in social and cultural life as a result of the armed conflict. The initial results of UNAMA's monitoring reveals that civilian casualty incidents have a wide-ranging negative impact on the human rights of the victims and their family members, affecting every aspect of daily life.⁵²*

En 2019, avant que ne commence l'épidémie de COVID-19, le *Humanitarian Programme Cycle* prévoyait que 14,28 millions de personnes se retrouveraient dans une situation de crise alimentaire urgente au cours de l'année 2020. Dans tout le pays, 3,7 millions d'enfants ne sont pas scolarisés et des millions de familles déplacées ne disposent ni d'abris permanents, ni d'installations sanitaires appropriées. Environ un tiers de la population n'a pas accès à un centre de soins se situant à moins de deux heures de route de leur domicile :

*The humanitarian consequences of the crisis now affect every aspect of life in all corners of the country. People's survival and well-being is threatened by ongoing conflict, inflicting high levels of civilian casualties and life-altering traumatic injuries. **Afghanistan is the world's deadliest conflict for children.** Around four million people are estimated to live with physical disability. Constant exposure to high-stress, conflict situations and repeated loss of friends and family members are taking their toll on the mental health of people living in Afghanistan. **Hunger and malnutrition remain at dangerously high levels despite the passing of the drought with 14.28 million people forecast to be in crisis or emergency food insecurity in the first months of 2020.** People's living conditions have been eroded by years of war and disaster. Across the country, **3.7 million children are out of school and millions of displaced families lack permanent shelters and appropriate sanitation. About one third of the population does not have access to a functional health center within two hours of their home.** The country is facing a protection crisis where people's rights to safety, security and well-being under international law are regularly threatened. Women and girls are deprived of basic rights, particularly education, and gender-based violence is pervasive. Afghanistan is littered with landmines and other explosive hazards, exposing civilians to daily risks.⁵³*

Les perspectives de sécurité pour l'année 2020 semblent inchangées par rapport à 2019, caractérisée par un nombre élevé de victimes civiles. Les violations du droit international humanitaire, notamment les attaques contre les établissements scolaires et de santé, sont toujours aussi fréquentes en 2019 :

*While the situation is uncertain, **the security outlook for at least early 2020 looks mostly unchanged from 2019** which has been characterized by high levels of civilian casualties due to the use of suicide and non-suicide Improvised Explosive Device attacks in civilian populated areas, a continued escalation of*

⁵² *Ibid.*, p.25.

⁵³ *Ibid.*, p.5.

*air strikes and, deliberate attacks against civilians and civilian sites. Fighting creates both an immediate and long-lasting burden for civilians, exposing them to sudden and terrifying violence and leaving them vulnerable to unexploded ordnance. **Violations of international humanitarian law, including attacks on health and education facilities and protected personnel have continued to be commonplace in 2019.***⁵⁴

Amnesty International relève dans son rapport sur la situation des droits humains dans le monde que des atteintes aux droits fondamentaux de la population civile sont régulièrement commises par les belligérants. L'organisation Human Rights Watch évoque quant à elle des « *escadrons de la mort* » et des tueries « *en toute impunité* » commises par des groupes armés insurgés tout comme les forces gouvernementales :

*La poursuite du conflit s'est traduite par des **atteintes généralisées aux droits fondamentaux de la population civile**. Les violences liées au conflit ont entraîné des décès, des blessures et des déplacements. Cette année encore, de nombreuses victimes civiles ont été à déplorer. La plupart ont été tuées ou blessées par des groupes armés insurgés, mais une minorité non négligeable a été victime des forces progouvernementales.*

*(...) Les attaques sont en effet d'une gravité et d'une fréquence si importante que l'organisation **Human Rights Watch** parle d'« **escadrons de la mort** », de **tueries « en toute impunité »** et de « **disparitions forcées** ». L'ONG s'appuie sur des entrevues avec une quarantaine d'habitants des provinces de Ghazni, Helmand, Kaboul, Kandahar, Nangarhar, Paktia, Uruzgan, Wardak et Zaboul, dont plusieurs témoins d'opérations nocturnes, ainsi qu'avec des organisations afghanes de défense des droits humains qui ont documenté ces attaques.*⁵⁵

III. Risques pour les personnes renvoyées vers l'Afghanistan de force ?

A. Recommandations de l'UNHCR

Concernant la possibilité de relocation interne ou de retour en Afghanistan, l'UNHCR recommande que le demandeur puisse exercer ses droits fondamentaux et ait la possibilité de survivre économiquement dans des conditions dignes :

*The 2018 Guidelines explain that the applicant “**must be able to exercise his or her basic human rights in the area of relocation**” and that there must be*

⁵⁴ *Ibid.*, p.9.

⁵⁵ Amnesty International, *Rapport 2017/18 : la situation des droits humains dans le monde*, février 2018, disponible ici < <https://www.amnesty.org/fr/latest/research/2018/02/annual-report-201718/> >, [consulté le 23 septembre 2020], p.74.

the possibility of “**economic survival in dignified conditions**”. To that end, an assessment “must give particular attention” to:

(i) access to shelter in the proposed area of relocation;

(ii) the availability of basic infrastructure and access to essential services in the proposed area of relocation, such as potable water and sanitation, health care and education;

(iii) the presence of livelihood opportunities, including access to land for Afghans originating from rural areas; or in the case of applicants who cannot be expected to provide for their own livelihood... proven and sustainable support to enable access to an adequate standard of living”.

(...) The guidelines also refer “in the specific context of Afghanistan”, to the importance of “**access to social networks**” consisting of “**the applicant’s extended family or members of his or her ethnic group**”.⁵⁶

Étant donné la situation sécuritaire et humanitaire à Kaboul, le Haut-Commissariat pour les Réfugiés concluait en 2018 qu’une relocalisation interne dans la capitale afghane n’était pas possible :

*The Guidelines explain that **UNAMA documented 1,831 civilian casualties in Kabul province in 2017**, of which ‘88 per cent resulted from suicide and complex attacks carried out by Anti-Government Elements in Kabul city”, and that “civilians who partake in day to day economic and social activities in Kabul are exposed to a risk of falling victim to the generalised violence that affects the city.*

The Guidelines explain that in January 2017 it was reported by the Asia Foundation that “55 per cent of households in Kabul informal settlements were severely food insecure” and that by January 2018 (according to the International Growth Centre) population growth is “outpacing the city’s capacity to provide necessary infrastructure, services and jobs to citizens”, with the result that 70% of the city’s population is now housed in informal settlements.

*The 2018 Guidelines conclude that given the current security, human rights and humanitarian situation in Kabul, an IFA/IRA is generally not available in the city.*⁵⁷

Selon les directives du HCR sur l’évaluation des demandes de protection internationale déposées par les Afghans, les personnes présentant certains profils nécessitent un examen particulièrement attentif de leurs demandes. Le HCR cite notamment les membres des forces de sécurité afghane⁵⁸, les civils associés aux forces militaires

⁵⁶ Haut-Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés (UNHCR), *Op. Cit.*, p.109

⁵⁷ *Ibid.*, pp. 112-114.

⁵⁸ Haut-Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés (UNHCR), *UNHCR Eligibility Guidelines for Assessing the International Protection Needs of Asylum-Seekers from Afghanistan*, 19 avril 2016, disponible ici < <https://www.refworld.org/docid/570f96564.html> >, [consulté le 5 octobre 2020], p.36

internationales⁵⁹, **les personnes perçues comme « occidentalisées », y compris celles qui sont revenues de pays occidentaux⁶⁰** (dont certaines ont été torturées ou tuées par les forces antigouvernementales au motif qu'elles étaient devenues des étrangers ou qu'elles espionnaient pour le compte d'un pays occidental), les membres d'une minorité religieuse⁶¹ ou encore les **minorités ethniques, y compris les Hazaras⁶²**.

B. Retours forcés de personnes perçues comme « occidentalisées » : évaluation des risques

Entre 2015 et 2016, le nombre de citoyens afghans renvoyés par les pays européens a triplé de 3 290 à 9 460. Pourtant, Amnesty International note qu'une fois revenues sur le sol afghan, ces personnes n'ont un accès que limité à l'éducation, aux soins de santé et vivent dans des abris précaires et insalubres. Dans certaines provinces comme celle de Nangharar, un tiers des déplacés internes et des Afghans renvoyés sont sans-abris et vivent dans la rue tandis qu'à Kaboul, la plupart vivent dans des squats :

Between 2015 and 2016, the number of Afghan citizens returned by European countries to Afghanistan nearly tripled: from 3,290 to 9,460.

For IDPs and returnees, access to education is extremely precarious. Deeply inadequate shelter is another risk face by IDPs and returnees. The living situation in some provinces is particularly horrendous. For example, IOM reports that in Jalalabad, the capital of Nangarhar province, approximately a third of IDPs and returnees are effectively homeless and are living outdoors without even a tent to shelter under. In Kabul city, many IDPs and returnees squat in abandoned buildings without any doors, windows or roofs.⁶³

Selon Amnesty International, les afghans renvoyés dans leur pays d'origine par les États européens deviennent des cibles d'enlèvements, les organisations criminelles supposant que les rapatriés ont de l'argent grâce à leurs contacts avec l'Europe. Lors d'un discours prononcé en mars 2019, le Ministre afghan de l'immigration, Alami Balkhi, a reconnu que les personnes expulsées de force pourraient être recrutées par des groupes terroristes et être perçues comme des citoyens indésirables. Le journal britannique *The Independent* a rapporté dans un article publié en septembre 2018 qu'un homme a été abattu par les Talibans après avoir été renvoyé en Afghanistan par les autorités britanniques⁶⁴ :

⁵⁹ *Ibid.*, p.37

⁶⁰ *Ibid.*, p.41

⁶¹ *Ibid.*, p.50

⁶² *Ibid.*, p.74

⁶³ Amnesty International, *Forced Back to Danger: Asylum-Seekers Returned From Europe to Afghanistan*, 5 octobre 2017, disponible ici : < <https://reliefweb.int/report/afghanistan/forced-back-danger-asylum-seekers-returned-europe-afghanistan> >, [consulté le 5 octobre 2020]

⁶⁴ M. Bulman, « Afghan father who sought refugee in UK 'shot dead by Taliban' after being deported by Home Office », *The Independent*, 15 septembre 2018, < <https://www.independent.co.uk/news/uk/home->

The British newspaper *Independent* reported that an Afghan deported man was shot dead after his return to Afghanistan:

“An Afghan man who sought refuge from the Taliban in the UK has been shot dead in his home town after being deported by the British government. Zainadin Fazlie had lived in London with his wife, who had refugee status, and their four British-born children. But after committing a number of minor offences, the 47-year-old was sent back to Afghanistan after 16 years in Britain, despite threats to his life. [...] Mr Fazlie was deported to the Afghan capital Kabul. With no connections there and in a city with a faltering economy, he struggled to find work and decided to return to his home town. His wife said that once he was there, it became difficult to maintain contact. She said he would tell her that if he came out from where he was, they were “going to kill him”. (...) Furthermore, **Amnesty International reports that criminal gangs assume that returnees have money because of their contacts with Europe, therefore making returnees to targets of kidnappings and abductions**

(...) Afghan **migration minister Alami Balkhi recognized** in a speech to the Netherlands in March 2019 **that forcibly deported persons “could be recruited by terrorist groups or become undesirable citizens here [in Afghanistan].”**⁶⁵

En 2019, l'ONG allemande Informationsverbund Asyl und Migration a mené une étude sur les expériences vécues par des Afghans rapatriés dans leur pays d'origine par l'Allemagne ⁶⁶. Il est notamment rapporté que plusieurs déportés ont été la cible d'attaques à leur retour en Afghanistan, que ce soit par les Talibans ou par les membres de leur famille. 25% des personnes interrogées ont été victimes de violence lors de leur arrivée à Kaboul. Dix des 53 enfants interrogés ont déclaré qu'on avait tenté de les recruter pour combattre ou commettre des actes de violence avec des groupes armés. Les forces de sécurité afghanes accusent régulièrement les rapatriés d'avoir trahi leur pays en fuyant. Plusieurs déportés ont rapporté que des forces du gouvernement les avaient insultés ou menacés de violence. Certains ajoutent même que des officiers avaient refusé de leur délivrer leur carte d'identité au motif qu'ils avaient fui en Allemagne :

According to Stahlmann's study, several deported Afghans faced renewed targeting upon their return to Afghanistan, either by the Taliban or by their own family members.

[news/zainadin-fazlie-deport-home-office-taliban-afghanistan-shot-dead-refugee-a8536736.html](https://www.independent.co.uk/news/world/afghanistan/news/zainadin-fazlie-deport-home-office-taliban-afghanistan-shot-dead-refugee-a8536736.html) >, [consulté le 30 septembre 2020]

⁶⁵ *Ibid.*, pp. 18-19.

⁶⁶ Informationsverbund Asyl und Migration, *Studie zum Verbleib und zu den Erfahrungen abgeschobener Afghanen*, septembre 2019, disponible ici < https://www.ecoi.net/en/file/local/2017434/AM19-8-9_beitrag_stahlmann.pdf >, [consulté le 30 septembre 2020]

Twenty-five per cent of the studied returnees in Stahlmann's study was affected by criminal violence in Kabul; two of the deportees were injured so severely that they had to be treated in hospital.

*(...) **Ten of the 53 children who completed questionnaires stated that someone 'attempted to recruit them to fight in combat, commit acts of violence, or otherwise engage with armed groups'. This includes all three types of returned children – unaccompanied, returned at 18, and children returned with their families, and occurred both among those returned to Kabul and Herat.***

*(...) **Security forces and officials regularly accuse Afghan returnees of having betrayed their country by fleeing, to be infidels or even converts. Several deportees reported that state actors insulted or threatened them with violence. This includes not only members of pro-government militias. Some deportees reported that security forces at the airport questioned whether they were Afghans, on the basis that Afghans are expected to defend their fatherland instead of seeking safety abroad. Some deportees reported that the officers denied them the issuance of their ID-card, on the basis that they had fled to Germany.***⁶⁷

En 2018, l'ONG Amnesty International s'est opposée au renvoi de force de ressortissants afghans dans leur pays d'origine par les pays membres de l'Union Européenne, au motif qu'ils encourent de graves risques pour leur sécurité s'ils étaient renvoyés dans un pays où un conflit meurtrier faisait rage :

*Sur les graves risques encourus par les ressortissants afghans renvoyés de force dans leur pays, où le nombre des victimes civiles ne cesse de croître et où la torture est une pratique courante. [...] Transférer une personne vers un autre État membre de l'Union européenne qui, à son tour, pourrait le renvoyer vers l'Afghanistan constitue un refoulement indirect portant atteinte au principe inscrit à l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme. La responsabilité de la France serait donc engagée à ce titre.*⁶⁸

La situation en Afghanistan étant tellement volatile, les évaluations faites par les pays européens en vue d'un rapatriement d'Afghans ne peuvent donner une image précise de la situation sur place. Des routes ou des villages qui auraient pu être sûrs en 2018 ou 2019 peuvent être devenus très dangereux en 2020. De ce fait, aucun endroit en Afghanistan ne peut être considéré comme sûr :

It is essential to appreciate that the situation in Afghanistan is extraordinarily fluid, and assessments of the situation made even quite recently do not necessarily provide accurate picture of the situation in 2020 and beyond. Roads

⁶⁷ *Ibid.*

⁶⁸ Amnesty International, *[Renvoi Imminent] stop à l'expulsion de deux afghans*, 29 novembre 2018, disponible ici < <https://www.amnesty.fr/presse/stop-a-lexpulsion-de-deux-afghans> >, [consulté le 23 septembre 2020]

*that may have been safe to travel in 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018 or 2019 may be unusable in 2020, and towns and cities that appeared 'safe' in 2019 may be extremely unsafe in 2020. **No place in Afghanistan can be considered safe.***⁶⁹

Dans un dossier publié en 2016, le HCR évoque que les forces antigouvernementales cibleraient délibérément des individus perçus comme ayant adopté des valeurs associées aux pays occidentaux, en raison du soutien qu'ils apporteraient au gouvernement et à la communauté internationale. Le HCR cite des exemples d'individus ayant été torturés ou tués par les forces antigouvernementales après avoir été renvoyés en Afghanistan par des pays occidentaux, au motif qu'ils seraient devenus des étrangers, voire des espions pour ces pays :

AGEs (Anti-Government Elements) reportedly target individuals who are perceived to have adopted values and/or appearances associated with Western countries, due to their imputed support for the Government and the international community. There are reports of individuals who returned from Western countries having been tortured or killed by AGEs on the grounds that they had become "foreigners" or that they were spies for a Western country. Individuals who fall under other profiles, such as profile 1.e (humanitarian workers and development workers) and profile 1.i (women in the public sphere) may similarly be accused by AGEs for having adopted values and/or appearances associated with Western countries and may be targeted for that reason.⁷⁰

Le groupe de recherche Asylos décrit la capitale afghane comme étant propice au recrutement par les Talibans et autres acteurs non étatiques. Faisant face à un besoin urgent de nouveaux combattants, les Talibans prennent désormais le risque de recruter dans les grandes villes, où se situent la plupart des jeunes hommes renvoyés en Afghanistan par les pays occidentaux. Les hommes renvoyés à Kaboul sont confrontés au chômage et deviennent donc vulnérables au recrutement par des acteurs non étatiques, d'autant plus que dans certaines provinces, les Talibans et l'État Islamique offrent désormais un salaire à leurs nouvelles recrues :

"Kabul is prone to recruitment. The Taliban and other non-state actors have, so far, largely recruited from non-urban and remote areas; they are turning now to urban areas. This is explained by the fierce recruiting competition between different non-state actors and the arrival of ISIS on the scene. There is a dire need for fresh fighters as most young males living in non-urban areas have departed when faced with the risk of being recruited. They either left for larger cities or went abroad. This is why groups like the Taliban now take the risk to recruit inside cities, and this is where many returnees hide. The recruitment takes all forms and happens everywhere. Besides, the young men

⁶⁹ W. Malley, *Op. Cit.*

⁷⁰ Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR), *UNHCR Eligibility Guidelines for Assessing the International Protection Needs of Asylum-Seekers from Afghanistan*, 19 avril 2016, disponible ici < <https://www.refworld.org/docid/5b8900109.html> >, [consulté le 30 septembre 2020], p.46

who are returned and sent to Kabul (or any other large city) soon face unemployment because of the lack of community and family support. These children, adolescents and young adults often become homeless or drug addicts and are vulnerable to recruitment by non-state actors. This explains the presence of the Taliban inside Kabul and other cities: the Taliban know they can prey on easy targets, namely youngsters freshly arrived, lost and vulnerable.

In some areas, the Taliban and ISIS now offer a salary to new recruits; in a country where unemployment is rampant, young men who have been returned could be tempted to join an armed group.”⁷¹

Un rapport du Fonds Monétaire International de janvier 2017 décrit les effets du retour massif des personnes renvoyées en Afghanistan. Le FMI estime que les risques pour eux de tomber dans la pauvreté sont élevés, d'autant plus que la demande accrue de logement, de nourriture et d'accès aux soins peut exercer une pression à la hausse sur les prix, ce qui a des répercussions négatives pour les personnes avec de très faibles revenus :

An International Monetary Fund report from January 2017 describes the effect of mass returns of refugees to Afghanistan, estimated to be around 700,000 in 2016. The report describes the prospects of absorbing returning refugees is further complicated by the existence of more than one million internally displaced persons. A typical refugee is at high risk of falling into poverty and increased demand for food, goods, health services and housing can put upward pressure on prices and rents, negatively affecting the poor.⁷²

Plusieurs agences onusiennes ont mis en garde contre les effets toxiques que pourrait avoir l'augmentation du nombre de personnes renvoyées en Afghanistan en provenance du Pakistan et d'Iran sur le tissu social et la sécurité du pays. La Banque Mondiale alertait en octobre 2016 que l'augmentation des retours forcés, notamment en provenance d'Europe pourrait durement impacter la capacité du gouvernement à réagir. Leur arrivée est susceptible d'entraîner d'autres déplacements secondaires, dans un pays qui compte déjà plusieurs millions de déplacés internes mais aussi aggraver le chômage, l'instabilité et apporter une pression démographique supplémentaire dans une ville, Kaboul, qui a déjà connu une croissance exponentielle de sa population ces dix dernières années, sans que les infrastructures puissent suivre :

Various UN agencies have warned against the toxic effect that increased expulsions and deportations from Pakistan and Iran to Afghanistan will have on the country's social fabric and security. In October 2016, UNHCR and the World Bank warned that “the history of displacement and returns to Afghanistan indicates the potential destabilizing effects of increasing population pressure on limited local resources,” that “additional returns from Pakistan,

⁷¹Asylos, *Afghanistan : Situation of young male ‘Westernised’ returnees to Kabul*, août 2017, disponible ici < <https://www.asylos.eu/strategic-research-afghanistan> >, [consulté le 30 septembre 2020]., p.42.

⁷² *Ibid.*, pp. 76-77

Iran, or Europe are likely to result in further secondary displacement, unemployment, and instability,” that “further population shocks could undermine civilian and military aid efforts and further escalate conflict;” and advised that “peace and stability in Afghanistan are not only a pre-requisite for its development but also a global public good.” In November 2016, the head of IOM in Kabul said that **“with all these returns from Pakistan and Iran as well, and looming returns from Europe, it’s a perfect recipe for a perfect storm because that puts a strain on the capacity of the government to respond.”**

EU member states should also exercise their discretion to defer deporting rejected Afghan asylum seekers, until it is clear how Kabul and other parts of the country are able to cope with the mass forced return of Afghan refugees from Pakistan. Afghans with pending removal orders whose deportation is deferred should not be detained and should be granted the most favorable status under national law for persons in this situation. Should EU Member States end up deporting tens of thousands of Afghans, they will risk fueling the very instability the EU says it wants stopped.”⁷³

C. Retour d’expériences d’enfants rapatriés d’Europe vers l’Afghanistan

En 2018, l’ONG Save The Children a publié un rapport évaluant l’impact du rapatriement sur les enfants renvoyés d’Europe vers l’Afghanistan. Les trois quarts des 57 enfants interrogés dans le cadre de leur étude ont avoué ne pas s’être senti en sécurité lors de leur retour en Afghanistan et la moitié ont signalé des cas de violence. La discrimination ethnique et religieuse, en particulier contre les Hazaras et les minorités chiïtes est l’une des raisons évoquées par les personnes interrogées lorsqu’on leur demande pourquoi ils ne se sentent pas en sécurité en Afghanistan. 16 des 21 parents interrogés ont aussi cité des problèmes liés au fait que l’enfant ait vécu à l’étranger, cinq d’entre eux ont même déclaré que leur enfant avait été blessé à cause de cela lors de leur retour en Afghanistan :

*They spoke specifically of **ethnic and religious discrimination, against the Hazaras and Shia religious minorities specifically**, as well as around the practice of religion more broadly. Girls and boys were conscious that negative community perceptions would be an obstacle to their reintegration and their social mobility upon return. They feared discrimination, isolation and marginalization, worsened by lack of networks. They knew they would not be able to access schools like other children in their locality.⁷⁴*

Asked why they do not feel secure, 16 out of the 21 parents cited ‘problems because the child has lived abroad’. This danger is real: five of the parents

⁷³ Human Rights Watch, *Pakistan Coercion, UN Complicity: The mass forced return of Afghan refugees*, 13 février 2017, disponible ici < <https://www.hrw.org/report/2017/02/13/pakistan-coercion-un-complicity/mass-forced-return-afghan-refugees> >, [consulté le 30 septembre 2020], pp. 276-282

⁷⁴ *Ibid.*, p.35

interviewed reported that their child had been injured. Such security issues were flagged in both Herat and Kabul, casting doubt on whether these are safe zones for children.⁷⁵

Selon Save The Children, compte tenu du contexte sécuritaire actuel en Afghanistan, le retour ne peut être considéré comme une solution durable pour un enfant. Les enfants retournent dans un environnement qui ne leur permet pas d'accéder pleinement aux droits garantis par la Convention relative aux droits de l'enfant, notamment le droit à la protection, à l'éducation et aux soins de santé. Les enfants renvoyés en Afghanistan rencontrent des difficultés pour accéder à un abri fiable, à l'éducation, à l'emploi, aux soins médicaux et risque d'être recrutés par des groupes armés. Save The Children conclue son rapport en arguant que les retours vers Afghanistan ne peuvent actuellement être considérés comme durables :

Given the current Afghan security context, return cannot be considered a durable solution for a child. Even in zones deemed safe for internal flight alternatives by returning governments, the security context is worsening. Children are returning to an environment that does not enable them to fully access rights guaranteed in the UNCRC, including the right to protection, education and healthcare.⁷⁶

(...) The Afghan security context, even in zones deemed safe for internal flight alternatives by returning governments, is worsening. In addition to general security concerns, education facilities are increasingly targeted by armed groups. Furthermore, the case studies in Afghanistan – as well as the discussions with children in Sweden and Norway – reveal that **stigmatization due to perceived 'westernisation' is a very real fear.**

Children return to an environment where their rights accorded by the UNCRC cannot be fully realized, and conditions defy requirements for return. Children returning to Afghanistan face difficulties in accessing reliable shelter, education, jobs and medical support, and risk recruitment to armed groups and physical harm due to conflict. Child returnees face psychological and, in some cases, legal challenges, which render reintegration improbable and pose fundamental challenges to their wellbeing. Currently, returns to Afghanistan cannot be considered durable.⁷⁷

IV. Corruption

En Janvier 2020, l'ONG Transparency International a classé l'Afghanistan en dernière position en matière de corruption parmi les 31 pays de la région Asie/Pacifique qu'elle

⁷⁵ *Ibid.*, p.36

⁷⁶ *Ibid.*, p.11

⁷⁷ *Ibid.*, p.51

a étudiés. La Banque asiatique de développement a quant à elle mené une étude sur les pays affectés par des conflits et qui se retrouvent dans des situations de fragilité. L'Afghanistan y est décrit comme étant « *le plus à la traîne en ce qui concerne la transparence, la corruption et le fait de devoir rendre des comptes* » :

*Despite years of official pronouncements and anticorruption programming, **Afghanistan still fares poorly in comparisons of perceived corruption, including Afghans' own perceptions.** The Asia Foundation's 2019 Survey of the Afghan People solicited responses in summer 2019 from nearly 18,000 men and women age 18 or older in all 34 provinces. Fully 81.5% of respondents said corruption was a major problem in the country, while 67.9% said it was a major problem in their daily life.*

(...) In January 2020, the nongovernmental organization Transparency International (TI) ranked Afghanistan last among the 31 Asia/Pacific countries it surveyed. On TI's 100-point scale, Afghanistan was rated at 16 points, behind North Korea, at 14 points. By contrast, New Zealand earned first place at 87 points, followed by Singapore at 85. Most countries in the Asia/Pacific region, TI has said, lack "a robust and comprehensive strategy that focuses on the entire anti-corruption system, including legal infrastructure and punishment, proper enforcement of rules, prevention mechanisms and engagement of citizens.

(...) Similarly, an Asian Development Bank review of fragile and conflict-affected situations rated Afghanistan's performance as below that group's low threshold, adding "The country lags farthest behind in (i) property rights and rule-based governance; and (ii) transparency, accountability, and corruption in the public sector." Such concerns are widespread.⁷⁸

V. Point sur la situation sanitaire en Afghanistan

A. Attaques contre des hôpitaux et professionnels de santé pendant la pandémie

Au cours du premier trimestre 2020, l'UNAMA a relevé 18 attaques contre des établissements de santé, dont 17 attribués aux Talibans. Dans le même temps, près de 50 cliniques ont dû fermer à travers le pays, alors même que l'Afghanistan est aussi touché par l'épidémie de COVID-19 (196 cas de coronavirus avaient été confirmés à la fin du mois de mars 2020). Au cours de la pandémie, tout incident affectant les équipements ou le personnel médical peut avoir des conséquences graves, mettant en danger l'accès aux soins des citoyens afghans :

⁷⁸ Special Inspector General for Afghanistan Reconstruction (SIGAR), *Quarterly report to the United States Congress*, 30 janvier 2020, disponible ici < <https://www.sigar.mil/quarterlyreports/> >, [consulté le 23 septembre 2020], p.10

UNAMA verified 18 incidents impacting healthcare in the first quarter of 2020; 17 of these incidents were attributed to the Taliban. The Taliban incidents included a direct attack targeting a clinic; intentional killings and abduction of protected personnel; threats against healthcare personnel and facilities; and damage to healthcare facilities caused by fighting in the area. The threats have led to the temporary closure of almost 50 clinics across the country, with the highest number of incidents occurring in the Eastern region. Afghanistan's Ministry of Public Health confirmed the first case of the novel coronavirus - COVID-19 – in the country on 24 February. As of the end of the first quarter, **196 cases of COVID-19 had been confirmed** with Herat province remaining the most affected part of the country; hundreds more cases have been confirmed at the time of writing.

*During the COVID-19 pandemic, any incidents affecting medical facilities or personnel can have particularly **serious and wide-ranging consequences impacting individuals' access to essential healthcare services.***⁷⁹

L'UNAMA s'inquiète de l'ampleur des attaques délibérées contre des établissements de soin qui ont eu lieu en pleine pandémie de COVID-19. Malgré la signature d'un accord entre les États-Unis et les Talibans censé réduire la violence, les combats ont continué à faire de nombreuses victimes. La violence a même augmenté au cours des mois de mars, avril et mai 2020, les Talibans ayant rejeté les appels à un cessez-le-feu ou à une pause humanitaire :

*The range and scale of deliberate attacks on healthcare in Afghanistan at a time when the country was confronted by the coronavirus disease (COVID-19) pandemic is of grave concern to the United Nations Assistance Mission in Afghanistan (UNAMA). When an urgent humanitarian response was required to protect the lives of all individuals in Afghanistan, **both Anti-Government Elements and Pro-Government Forces were responsible for incidents that significantly undermined healthcare delivery.***

*During the period under review, fighting by the Taliban and Afghan national security forces continued to cause civilian harm, disappointing expectations that the 'Reduction in Violence' in the week leading up to the signing of the 29 February United States-Taliban Agreement would be sustained. **UNAMA documented an uptick in violence in March after the signing of the agreement and has seen this trend continue throughout April and into May. Appeals for a ceasefire or for a humanitarian pause were rejected by the Taliban** and on the evening of 12 May, after a particularly violent week including the attack on a maternity ward of a hospital in Kabul, the President ordered the*

⁷⁹ United Nations Assistance Mission in Afghanistan (UNAMA), *Afghanistan Protection of civilians in armed conflict – First Quarter Report: 1 January – 31 March 2020*, 27 avril 2020, disponible ici < https://www.ecoi.net/en/file/local/2028804/unama_protection_of_civilians_in_armed_conflict_-_2020_first_quarter_report_english.pdf >, [consulté le 29 septembre 2020], p.6.

*Afghan national security forces to shift from an ‘active defensive posture’ to an ‘offensive posture’ against the Taliban.*⁸⁰

La rémanence du conflit affecte directement la distribution de soins de santé en Afghanistan. Plus largement, le conflit a également accru la vulnérabilité de la population face aux risques de contracter le COVID-19, notamment les personnes déplacées à l’intérieur du pays qui vivent dans des endroits souvent surpeuplés avec un accès insuffisant à l’eau et aux services d’hygiène :

*The continuation of the armed conflict directly affects the provision of healthcare in Afghanistan, including but not limited to harm to health personnel, damage to health infrastructure and access constraints that limit services to populations in need. More broadly, the armed conflict has also increased the general vulnerability of the Afghan population to the risks of COVID-19. Many individuals who are internally displaced due to the fighting are at particular risk of contracting COVID-19 as they are often forced to live in overcrowded conditions, in close proximity to others, with inadequate access to water and sanitation services.*⁸¹

Alors que le nombre de cas de COVID-19 continuait d’augmenter, la mission d’assistance de l’ONU a relevé pas moins de 36 incidents affectant les soins de santé, dont 27 attaques directes contre des centres de soins :

*The country’s fragile healthcare system was under extreme stress even before the onset of COVID-19 in Afghanistan and as confirmed cases continue to rise, the demands on healthcare providers have only increased. For the first half of 2020, UNAMA verified **36 incidents affecting healthcare, including 27 direct attacks on healthcare facilities**. The majority of these incidents were carried out by the Taliban.*⁸²

Les attaques contre les établissements de santé, interdites par le droit humanitaire international, mettent en danger la vie de toute la population afghane, en particulier pendant une pandémie mondiale :

*Deliberate acts of violence against healthcare facilities, including hospitals, and related personnel are prohibited under international humanitarian law and constitute war crimes. Such attacks also constitute one of the six grave violations against children in armed conflict. **UNAMA reiterates that attacks on healthcare, particularly during a health pandemic, endanger the lives of the entire civilian population in Afghanistan and severely compromise the right***

⁸⁰ United Nations Assistance Mission in Afghanistan (UNAMA), *UNAMA Special Report: Attacks on Healthcare During the COVID-19 Pandemic*, 21 juin 2020, disponible ici < https://unama.unmissions.org/sites/default/files/unama_special_report_attacks_on_healthcare_during_the_covid-19_pandemic_20_june_2020.pdf >, [consulté le 29 septembre 2020], p.3.

⁸¹ *Ibid.*, p.6.

⁸² United Nations Assistance Mission in Afghanistan (UNAMA), *Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Midyear Report: 1 January – 30 June 2020*, Op. Cit., p. 18.

to the highest attainable standard of physical and mental health under international human rights law.⁸³

B. Un système de santé fragile sous pression face à la pandémie

La pandémie a entraîné une crise sanitaire, sociale et économique sans précédent en Afghanistan, alors même que le pays souffrait déjà d'un système de santé fragile. La mission d'assistance de l'ONU en Afghanistan estime que le nombre de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire a considérablement augmenté suite à l'épidémie de Coronavirus : elles sont désormais 14 millions, soit plus d'un tiers de la population, contre 9,4 millions au début de l'année 2020 :

The COVID-19 pandemic has led to an unprecedented health, social and economic crisis in Afghanistan given the already pre-existing challenges of a fragile health system, the population's limited access to water and sanitation, high rates of malnutrition and the ongoing armed conflict. As a result of COVID-19, the United Nations estimates a significant increase in the number of people in need of humanitarian assistance – now 14 million people (more than a third of the population), up from 9.4 million at the start of 2020.⁸⁴

Beaucoup s'inquiètent de voir que la pandémie n'est pas réellement prise au sérieux par les habitants en Afghanistan. Les mesures sanitaires pour éviter la propagation du virus ne sont pas appliquées et les habitants continuent de vaquer à leurs occupations quotidiennes sans protection supplémentaire, ce dont plusieurs membres du gouvernement se soucient :

*C'est une catastrophe sanitaire qui menace un pays perclu par la guerre et plongé dans une profonde crise institutionnelle. Un État où deux gouvernements se font concurrence, incapable de gérer une pandémie telle que celle du Covid-19. « Ça se passe mal, il y a de quoi être inquiet. Hormis quelques personnes éduquées, les gens n'ont pas pris la mesure de la menace. Les réflexes de protection ne sont pas là. Il y a toujours autant de monde dans les rues et les magasins. Et les mosquées ne sont pas fermées », explique un conseiller du président afghan, Ashraf Ghani.*⁸⁵

Si des dirigeants talibans ont assuré qu'ils fourniraient des services aux personnes contaminées par le virus, ils admettent qu'ils ne disposent pas des moyens nécessaires pour faire face à une épidémie. La situation sanitaire est plus compliquée encore pour les femmes, qui n'ont souvent pas l'autorisation de se rendre chez un médecin lorsqu'elles sont malades :

⁸³ *Ibid.*, p.19

⁸⁴ United Nations Assistance Mission in Afghanistan (UNAMA), *UNAMA Special Report: Attacks on Healthcare During the COVID-19 Pandemic*, *Op. Cit.*, p.5.

⁸⁵ L. Mathieu, « L'Afghanistan débordé par la menace pandémique », *Libération*, 17 mars 2020, < https://www.liberation.fr/planete/2020/03/17/l-afghanistan-deborde-par-la-menace-pandemique_1782051 > [consulté le 22 septembre 2020]

*La situation pourrait être encore pire pour les femmes dans ces communautés réputées pour leur conservatisme. (...) Quand nous sommes malades, **nous ne sommes pas autorisées à aller voir le médecin, au lieu de ça, nos maris nous rapportent des médicaments**, a-t-elle dit à Reuters, en demandant que son nom de famille ne soit pas cité par crainte pour sa sécurité.*

*(...) Un commandant taliban dans la province de Helmand, dans le sud de l'Afghanistan, a déclaré que le mouvement islamiste fournirait les services qu'il peut aux personnes contaminées. Il a cependant ajouté que **les talibans ne disposaient ni d'installations adéquates ni de personnel formé pour faire face à une épidémie.***⁸⁶

VI. Les demandeurs de protection internationale afghans dans les pays de l'UE

A. La situation en Allemagne

Suite à une question parlementaire initiée par le parti *Die Linke*, on apprend que 9 557 recours ont été déposés de janvier à septembre 2020 contre des décisions de refus du *Bundesamt für Migration and Flüchtlinge* (BAMF) concernant des ressortissants afghans: **dans 59% des cas, les plaintes ont abouti en faveur du demandeur**, les tribunaux reconnaissant un statut de protection contrairement aux décisions prises par le BAMF :

*Afghan asylum seekers lodged appeals in a total of 9,557 cases against negative decisions taken by the Federal Office for Migration and Refugees (BAMF). The success rate of the appeals, about 59%, was first reported last week by the Funke Media Group.*⁸⁷

VG München, Urteil vom 07.08.2020 – M 18 K 17.43616 : octroi du statut de protection internationale pour un jeune afghan ayant fui les talibans

Résumé du jugement : pour les Talibans, la désertion du groupe équivaut à une apostasie de l'Islam en raison de la légitimité religieuse de leur prétention à gouverner. En conséquence, on peut supposer qu'il existe un risque permanent de persécution même si la désertion des talibans a déjà eu lieu il y a quelque temps. En Afghanistan,

⁸⁶ Reuters, « Coronavirus : en Afghanistan, les Talibans s'engagent à laisser les humanitaires travailler », *Ouest France*, 18 mars 2020, < <https://www.ouest-france.fr/sante/virus/coronavirus/coronavirus-en-afghanistan-les-talibans-s-engagent-laisser-les-humanitaires-travailler-6784619> > [consulté le 23 septembre 2020]

⁸⁷ S. Sanderson « German courts repeal more than 5,600 Afghan asylum rejections », *InfoMigrants*, 07 décembre 2020 < <https://www.infomigrants.net/en/post/28966/german-courts-repeal-more-than-5-600-afghan-asylum-rejections> >,[consulté le 23 décembre 2020]

il n'existe pas de protection de l'État contre les Talibans : **une personne menacée de persécution par les Talibans ne peut pas être renvoyée à une alternative de fuite interne, car les Talibans sont en mesure de retrouver des personnes dans tout l'Afghanistan.**

VG Stuttgart, Urteil vom 28.05.2020 – A 8 K 8886/17 : protection subsidiaire accordée à un jeune Hazara pour cause de persécution imminente par les nomades Kuchi ou les Talibans

Résumé du jugement : la protection subsidiaire est accordée à un jeune Afghan, membre de la minorité ethnique Hazara, entré dans le pays alors qu'il était mineur, **en raison de persécutions antérieures** dans le cadre du conflit entre les nomades pachtounes Kuchi et Hazara dans la province de Ghazni. Il n'y a pas de possibilité de fuite interne à Kaboul ou dans une autre province si aucun membre de la famille n'y vit et l'intéressé ne pourrait pas s'y rendre par ses propres moyens car il n'a vécu jusqu'à présent qu'à la campagne et en Allemagne et est encore très jeune. Cela est particulièrement vrai en raison de la détérioration de la situation humanitaire suite à la pandémie de coronavirus.

Extraits du jugement (traduits) :

« Il convient de noter que le plaignant appartient au groupe ethnique des Hazara chiites et que ce groupe ethnique fait fréquemment l'objet de discriminations ou d'attaques. Dans ce contexte, il n'est pas exclu que le plaignant ne soit pas à nouveau victime d'une attaque des nomades Kuchi ou des Talibans en cas de retour présumé.

Le gouvernement est souvent incapable d'exercer efficacement sa responsabilité de protection/ Le demandeur n'a donc pas pu obtenir une protection efficace des forces de sécurité de l'État ou des organisations internationales et ne pourra pas le faire en cas de retour (HCR, Guidance on the Consideration of a Domestic Refuge Alternative, novembre 2018 ; Frederike Stahlmann, avis d'expert du 28.03.2018 ; EASO, Country Guidance Afghanistan, juin 2019). »

VG Düsseldorf, Urteil vom 10.12.2019 – 9 K 2159/18.A : reconnaissance du statut de réfugié à cause de la persécution par les Talibans en Afghanistan

Résumé du jugement : il existe un **risque de persécution par les Talibans pour les personnes qui, de quelque manière que ce soit, soutiennent effectivement ou apparemment le gouvernement afghan ou la communauté internationale.** Il n'y a pas de possibilité de fuite interne, car les Talibans sont présents à la fois au niveau local et au niveau national, et sont dans certains cas étroitement liés à l'administration locale. La Cour suppose que si le demandeur retourne en Afghanistan, il sera très probablement la cible d'actes de vengeance de la part des Talibans. Le gouvernement est manifestement incapable d'offrir une protection contre la persécution d'acteurs non étatiques.

VG Osnabrück, Urteil vom 01.08.2019 – 1 143/19 : octroi du statut de réfugié pour deux jeunes sœurs afghanes en raison de leur « empreinte occidentale »

Résumé du jugement : les femmes dont l'identité a été « occidentalisée » à la suite d'un séjour prolongé en Europe sont menacées de violations des droits de l'homme et de discrimination en cas de retour en Afghanistan.

VG Trier, Urteil vom 27.05.2019 – 10 K 642/18 TR : octroi du statut de réfugié pour un ancien fonctionnaire afghan et sa famille

Résumé du jugement : une personne qui a travaillé au sein du ministère afghan risque d'être persécutée à son retour en raison d'une croyance politique divergente de celle des Talibans. Les membres de la famille des personnes qui sont effectivement ou prétendument associées au gouvernement ou aux forces étrangères sont aussi exposés à des actes de représailles.

Autres jurisprudences allant dans le même sens :

- VG Halle, Urteil vom 08.07.2019 – 1 A 1112/17 HAL : octroi du statut de réfugié pour le frère d'un homme politique afghan
- VG Trier, Urteil vom 08.03.2019 – 9 K 6525/17.TR : octroi du statut de réfugié pour un ancien agent de sécurité ayant travaillé sur la base militaire des forces armées internationales
- VG Halle, Urteil vom 21.12.2018 – 1 A 656/16 HAL : octroi du statut de réfugié en raison de l'affiliation à la mouvance ismaélite et au risque de recrutement forcé par les Talibans
- VG Meiningen, Urteil vom 09.01.2020 – 8 K 26991/17 ME : protection subsidiaire pour un jeune homme Afghan en raison de la menace liée aux Talibans : « la menace d'être tué par les Talibans s'il retourne en Afghanistan constitue un traitement inhumain ou dégradant ».

Le tribunal administratif de Bade-Wurtemberg, a, dans un arrêt rendu public en février 2021, **interdit le renvoi dans son pays d'origine d'un ressortissant afghan débouté de l'asile**⁸⁸. En raison de la crise sanitaire actuelle, les juges ont estimé qu'il ne parviendrait pas à satisfaire ses besoins les plus fondamentaux (en matière d'accès à la nourriture, au logement et aux mesures d'hygiène) en cas de retour en Afghanistan. Le tribunal s'écarte ainsi de la jurisprudence en vigueur en Allemagne selon laquelle un jeune homme célibataire et en bonne santé peut être renvoyé vers l'Afghanistan, même privé du soutien familial sur place.

Ce jugement s'ajoute à d'autres rendus au cours de l'année 2020 par les tribunaux administratifs d'autres Länder, qui avaient eux aussi mis un frein aux expulsions de ressortissants afghans déboutés de l'asile en raison de la situation sanitaire :

- *VG Wiesbaden, Urteil vom 19.08.2020 – 7 K 5030/17.WI.A*

⁸⁸ « Afghane darf nicht abgeschoben werden », *Legal Tribute Online*, 03 février 2021, < <https://www.lto.de/recht/nachrichten/n/vgh-baden-wrtemberg-a-11-s-2042-20-abschiebungsverbot-afghanische-maenner-elementare-lebensbeduerfnisse/> >, [consulté le 9 février 2021]

- VG Cottbus, Urteil vom 21.08.2020 – 2 K 1561/16.A
- VG Kassel, Urteil vom 10.06.2020 – 7 K 3425/17.KS.A.
- VG Karlsruhe, Urteil vom 03.06.2020 – A 19 K 14017/17
- VG Arnberg, Urteil vom 02.07.2020 – 6 K 2576/17.A.

B. La situation en France

Dans la grande majorité des cas, le statut de réfugié est reconnu pour des motifs tenant à des opinions politiques imputées aux requérants par des insurgés. C'est notamment le cas d'un interprète ayant travaillé auprès de l'ancienne force internationale de sécurisation et d'assistance en Afghanistan (CNDA 25 juin 2019 M. S. n° 17051445 C). **La protection subsidiaire, qui représente 71% des protections en 2019, continue d'être accordée principalement sur le fondement de la situation de conflit interne qui se perpétue dans le pays. Cette situation génère une violence aveugle d'une intensité exceptionnelle dans 22 des 34 provinces, y compris dans la capitale, la ville de Kaboul, où se trouve le principal aéroport international du pays.**⁸⁹

Répartition des décisions par pays d'origine, sexe et taux de protection

PAYS	Sexe	Nombre de décisions	PROTECTION ACCORDÉE			Taux de protection
			Réfugié	Protection subsidiaire	TOTAL	
Afghanistan	F	93	35	38	73	78,5%
	H	2 219	486	1 170	1 656	74,6%
Total Afghanistan		2 312	521	1 208	1 729	74,8%

Source : Rapport d'activité 2019 de la Cour nationale du droit d'asile

Alors même que Kaboul est toujours la cible de plusieurs attaques, la Cour Nationale du Droit d'Asile a décidé en novembre 2020 de revenir sur la jurisprudence qui accordait une protection aux personnes venant d'Afghanistan :

*Par sa décision, la Cour ouvre également la voie à une simplification des expulsions, même si elles doivent nécessairement passer par la capitale afghane : "La violence aveugle prévalant actuellement dans la ville de Kaboul n'est pas telle qu'il existe des motifs sérieux et avérés de croire que chaque civil qui y retourne court, du seul fait de sa présence dans cette ville, un risque réel de menace grave contre sa vie ou sa personne".*⁹⁰

⁸⁹ Cour nationale du droit d'asile, *Rapport d'activité 2019*, disponible ici < <http://www.cnda.fr/content/download/168271/1684126/version/3/file/RA2019-CNDA.pdf> > [consulté le 04 janvier 2020]

⁹⁰« Droit d'asile : la CNDA revoit à la baisse la protection des Afghans », *InfoMigrants*, 23 novembre 2020, < <https://www.infomigrants.net/fr/post/28683/droit-d-asile-la-cnda-revoit-a-la-baisse-la-protection-des-afghans> >, [consulté le 9 février 2021]

Bibliographie

◆ Articles universitaires

MALEY, William « On the Return of Hazaras to Afghanistan », 4 mars 2020, disponible ici < <https://www.refugeecouncil.org.au/wp-content/uploads/2020/04/Maley-Hazaras-4.3.20.pdf> >, [consulté le 25 septembre 2020]

JONES, Seth, « A Failed Afghan Peace Deal », *Council on Foreign Relations*, 1^{er} juillet 2020, disponible ici < <https://www.cfr.org/report/failed-afghan-peace-deal> >, [consulté le 24 septembre 2020]

◆ Articles de presse

ABED, Fahim, FAIZI, Fatima, RAHIM, Najim (2020, 27 juin), «Afghan Deaths Pile Up in Uncertainty over U.S. Deal With Taliban », *The New York Times*, < <https://www.nytimes.com/2020/06/27/world/asia/afghanistan-taliban-human-rights-workers.html> >, [en ligne] [consulté le 23 septembre 2020]

AFP, (2020, 2 novembre) « Afghanistan : 22 morts dans l'attaque de l'Université de Kaboul, revendiquée par l'État islamique », *Le Monde*, < https://www.lemonde.fr/international/article/2020/11/02/afghanistan-l-universite-de-kaboul-visee-par-une-attaque-une-vingtaine-d-etudiants-tues_6058205_3210.html >, [en ligne] [consulté le 3 novembre 2020]

AFP, REUTERS (2020, 15 mai) « Afghanistan : reprise des hostilités avec les talibans après deux attaques meurtrières », *France24*, < <https://www.france24.com/fr/20200512-afghanistan-plusieurs-morts-dans-une-attaque-contre-un-h%C3%B4pital> > [en ligne] [consulté le 23 septembre 2020]

AFP (2018, 11 novembre), « Afghanistan : « terreur » dans des villages en proie aux combats avec les talibans », *L'Express*, < https://www.lexpress.fr/actualites/1/monde/afghanistan-terreur-dans-des-villages-en-proie-aux-combats-avec-les-talibans_2048562.html > [en ligne] [consulté le 22 septembre 2020]

AFP (2021, 28 janvier) « Afghanistan: les Hazaras craignent le pire avec le départ des Américains », *RTL*, < <https://5minutes.rtl.lu/actu/monde/a/1662540.html> >, [En ligne] [consulté le 15 février 2021]

AFP (2021, 09 février) « Afghanistan: quatre employés d'un ministère tués à Kaboul », *VOA*, < <https://www.voafrique.com/a/afghanistan-quatre-employés-d-un-ministère-tués-à-kaboul/5771039.html> > [En ligne] [consulté le 15 février 2021]

ALIZADA, Bismillah (2019, 18 septembre), « What peace means for Afghanistan's Hazaras people », *Aljazeera*, < <https://www.aljazeera.com/indepth/opinion/peace->

[means-afghanistan-hazara-minority-190917151220650.html](https://www.france24.com/fr/20200228-afghanistan-les-taliban-sont-les-grands-gagnants-de-l-accord-avec-les-etats-unis) > [en ligne] [consulté le 22 septembre 2020]

BENOIT, Justine, (2018, 17 août), « En Afghanistan, la minorité chiite Hazara touchée au cœur », *La Croix*, < <https://www.la-croix.com/Journal/En-Afghanistan-minorite-chiite-hazara-touchee-coeur-2018-08-17-1100962268> > [en ligne] [consulté le 22 septembre 2020]

BULMAN, May (2018, 15 septembre) « Afghan father who sought refugee in UK 'shot dead by Taliban' after being deported by Home Office », *The Independent*, < <https://www.independent.co.uk/news/uk/home-news/zainadin-fazlie-deport-home-office-taliban-afghanistan-shot-dead-refugee-a8536736.html> >, [en ligne] [consulté le 30 septembre 2020]

DAOU, Marc (2020, 28 février), « Afghanistan : « les Taliban sont les grands gagnants » de l'accord avec les Etats-Unis », *France24*, < <https://www.france24.com/fr/20200228-afghanistan-les-taliban-sont-les-grands-gagnants-de-l-accord-avec-les-etats-unis> > [en ligne] [consulté le 22 septembre 2020]

DERVILLE, Emmanuel (2020, 12 septembre) « Afghanistan : les négociations de paix en quatre questions », *Le Point*, 12 septembre 2020, < https://www.lepoint.fr/monde/afghanistan-les-negociations-de-paix-en-quatre-questions-12-09-2020-2391593_24.php > [en ligne] [consulté le 3 novembre 2020]

FOLLOROU, Jacques (2020, 15 février), « L'Afghanistan n'a jamais été aussi proche de la paix », *Le Monde*, < https://www.lemonde.fr/international/article/2020/02/15/l-afghanistan-n-a-jamais-ete-aussi-proche-de-la-paix_6029703_3210.html > [en ligne] [consulté le 23 septembre 2020]

FOLLOROU, Jacques (2020, 31 janvier), « Selon l'ONU, la menace djihadiste s'est déplacée en Afghanistan », *Le Monde*, < https://www.lemonde.fr/international/article/2020/01/31/selon-l-onu-la-menace-djihadiste-s-est-deplacee-en-afghanistan_6027933_3210.html [en ligne] [consulté le 22 septembre 2020]

GRAHAM-HARRISON, Emma (2020, 12 septembre) « Afghan peace talks with Taliban begin in Doha with rocky path ahead », *The Guardian*, < <https://www.theguardian.com/world/2020/sep/12/afghan-peace-talks-with-taliban-begin-in-doha-with-rocky-path-ahead> >, [en ligne] [consulté le 3 novembre 2020]

GUIBAL, Claude (2020, 15 septembre) « En Afghanistan, des négociations de paix historiques et cruciales débutent pour l'avenir du pays », *France Info*, < https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/un-monde-d-avance/en-afghanistan-des-negociations-de-paix-historiques-et-cruciales-debutent-pour-l-avenir-du-pays_4091163.html >, [en ligne] [consulté le 3 Novembre 2020]

HAROONI, Mirwais, SHALIZI, Hamid (2018, 29 janvier), « Eleven Afghan soldiers killed in latest attack in Kabul », *Reuters*, < <https://www.reuters.com/article/us-afghanistan->

[blast/eleven-afghan-soldiers-killed-in-latest-attack-in-kabul-idUSKBN1FI07M](#) > [en ligne] [consulté le 22 septembre 2020]

LEFEUVRE, Georges (2020, avril) « Un accord de paix qui n'en est pas un, débandade américaine en Afghanistan », *Le Monde Diplomatique*, < <https://www.monde-diplomatique.fr/2020/04/LEFEUVRE/61638> > [en ligne] [consulté le 22 septembre 2020]

LEFEUVRE, Georges (2019, 14 avril), « Les droits jours qui ont ébranlé le destin de l'Afghanistan », *Le Monde Diplomatique*, 14 avril 2019 < <https://www.monde-diplomatique.fr/2019/04/LEFEUVRE/59705> > [en ligne] [consulté le 22 septembre 2020]

MASHAL, Mujib, RAHIM, Najim (2020, 6 mars), « Gunmen kill dozens at event attended by Afghans politicians », *The New York Times*, < <https://www.nytimes.com/2020/03/06/world/asia/afghanistan-kabul-abdullah-election-violence.html> > [en ligne] [consulté le 22 septembre 2020]

MASHAL, Mujib, RAHIM, Najim (2020, 4 mars) « Taliban ramp up attacks on Afghans after Trump says 'no violence' », *The New York Times*, < <https://www.nytimes.com/2020/03/04/world/asia/afghanistan-taliban-violence.html?searchResultPosition=38> > [en ligne] [consulté le 22 septembre 2020]

MASHAL, Mujib, RAHIM, Najim (2020, 27 juillet), « Taliban Executes Female Prison Guard, and U.N. Raises Concern Over Afghan Violence », *The New York Times*, < <https://www.nytimes.com/2020/07/27/world/asia/taliban-executes-guard-afghanistan.html> >, [en ligne] [consulté le 29 septembre 2020]

MATHIEU, Luc (2020, 17 mars), « L'Afghanistan débordé par la menace pandémique », *Libération*, < https://www.liberation.fr/planete/2020/03/17/l-afghanistan-deborde-par-la-menace-pandemique_1782051 > [en ligne] [consulté le 22 septembre 2020]

MATHIEU, Luc (2021, 15 janvier) « Conflit : En Afghanistan, les pourparlers de paix à l'arrêt », *Libération* < https://www.liberation.fr/planete/2021/01/15/en-afghanistan-les-pourparlers-de-paix-a-l-arret_1817685/ > [En ligne] [consulté le 15 février 2021]

ORY, Antoine (2020, octobre) « Quand la France renacle à protéger ceux qui l'ont aidée, les « Harkis » de Kaboul » < <https://www.monde-diplomatique.fr/2020/10/ORY/62293> > [en ligne] [Consulté le 04 janvier 2021]

REUTERS (2020, 18 mars) « Coronavirus : en Afghanistan, les Talibans s'engagent à laisser les humanitaires travailler », *Ouest France*, < <https://www.ouest-france.fr/sante/virus/coronavirus/coronavirus-en-afghanistan-les-talibans-s-engagent-laisser-les-humanitaires-travailler-6784619> > [en ligne] [consulté le 23 septembre 2020]

RICHÉ, Pascal (2020, 22 février), « Un accord entre Américains et talibans, pas encore la paix en Afghanistan », *L'OBS*, < <https://www.nouvelobs.com/monde/20200222.OBS25165/un-accord-entre-americaains-et-talibans-pas-encore-la-paix-en-afghanistan.html> > [en ligne] [consulté le 22 septembre 2020]

SANDERSON, Sertan (2020, 07 décembre), « German courts repeal more than 5,600 Afghan asylum rejections », *InfoMigrants*, < <https://www.infomigrants.net/en/post/28966/german-courts-repeal-more-than-5-600-afghan-asylum-rejections> > [en ligne] [Consulté le 23 décembre 2020]

SAUTREUIL, Pierre (2020, 27 octobre) « En Afghanistan, les talibans font monter la pression », *La Croix*, 27 octobre 2020, < <https://www.la-croix.com/Monde/En-Afghanistan-talibans-font-monter-pression-2020-10-27-1201121567> >, [en ligne] [consulté le 3 novembre 2020]

Sources

Amnesty International, *Rapport 2017/18 : la situation des droits humains dans le monde*, février 2018, disponible ici < <https://www.amnesty.org/fr/latest/research/2018/02/annual-report-201718/> >, [consulté le 23 septembre 2020]

Amnesty International, *Forced Back to Danger: Asylum-Seekers Returned From Europe to Afghanistan*, 5 octobre 2017, disponible ici : < <https://reliefweb.int/report/afghanistan/forced-back-danger-asylum-seekers-returned-europe-afghanistan> >, [consulté le 5 octobre 2020]

Amnesty International, *[Renvoi Imminent] stop à l'expulsion de deux afghans*, 29 novembre 2018, disponible ici < <https://www.amnesty.fr/presse/stop-a-lexpulsion-de-deux-afghans> >, [consulté le 23 septembre 2020]

Amnesty International, *Afghanistan : le nombre de victimes augmente alors que les parties aux négociations de paix ne protègent pas les civils*, 22 octobre 2020, disponible ici < <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2020/10/afghanistan-mounting-casualties-as-parties-to-peace-talks-fail-to-protect-civilians/> >, [consulté le 3 novembre 2020]

Assemblée Générale des Nations Unies, Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés Compte-rendu analytique de la 688^e séance, 20 octobre 2015, disponible ici : < <https://www.unhcr.org/fr-fr/563a257f9.pdf> >, [consulté le 25 septembre 2020]

Asylos, *Afghanistan : Situation of young male 'Westernised' returnees to Kabul*, août 2017, disponible ici < <https://www.asylos.eu/strategic-research-afghanistan> >, [consulté le 30 septembre 2020]

Cour nationale du droit d'asile, *Rapport d'activité 2019*, disponible ici < <http://www.cnda.fr/content/download/168271/1684126/version/3/file/RA2019-CNDA.pdf> > [consulté le 04 janvier 2020]

Global Conflict Tracker, *War in Afghanistan – recent development*, juillet 2020, disponible sur < <https://www.cfr.org/global-conflict-tracker/conflict/war-afghanistan> > [consulté le 24 septembre 2020]

Human Rights Watch, *'No Safe Place': Insurgent Attacks on Civilians in Afghanistan*, mai 2018, disponible sur : < <https://www.refworld.org/docid/5afa8e8d4.html> >, [consulté le 24 septembre 2020]

Human Rights Watch, *Pakistan Coercion, UN Complicity: The mass forced return of Afghan refugees*, 13 février 2017, disponible ici < <https://www.hrw.org/report/2017/02/13/pakistan-coercion-un-complicity/mass-forced-return-afghan-refugees> >, [consulté le 30 septembre 2020]

Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), *Afghanistan: Compilation of Country of Origin Information (COI) Relevant for Assessing the Availability of an Internal Flight, Relocation or Protection Alternative (IFA/IRA/IPA) to Kabul*, décembre 2019, disponible sur < <https://www.refworld.org/docid/5def56204.html> > [consulté le 23 septembre 2020]

Haut-Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés (UNHCR), *UNHCR Eligibility Guidelines for Assessing the International Protection Needs of Asylum-Seekers from Afghanistan*, 19 avril 2016, disponible ici < <https://www.refworld.org/docid/570f96564.html> >, [consulté le 5 octobre 2020]

InfoMigrants, *Droit d'asile : la CNDA revoit à la baisse la protection des Afghans*, le 23 novembre 2020, disponible ici < <https://www.infomigrants.net/fr/post/28683/droit-d-asile-la-cnda-revoit-a-la-baisse-la-protection-des-afghans> >, [consulté le 9 février 2021]

Informationsverbund Asyl und Migration, *Studie zum Verbleib und zu den Erfahrungen abgeschobener Afghanen*, septembre 2019, disponible ici < https://www.ecoi.net/en/file/local/2017434/AM19-8-9_beitrag_stahlmann.pdf >, [consulté le 30 septembre 2020]

Institute for Economics & Peace, *Global Peace Index 2020: Measuring Peace in a Complex World*, Juin 2020, disponible ici < <http://visionofhumanity.org/reports> >, [consulté le 24 septembre 2020]

Legal Tribute Online, *Afghane darf nicht abgeschoben werden*, 03 février 2021, disponible ici < <https://www.lto.de/recht/nachrichten/n/vgh-baden-wrttemberg-a-11-s-2042-20-abschiebungsverbot-afghanische-maenner-elementare-lebensbeduerfnisse/> >, [consulté le 9 février 2021]

Special Inspector General for Afghanistan Reconstruction (SIGAR), *Quarterly report to the United States Congress*, 30 janvier 2020, disponible ici < <https://www.sigar.mil/quarterlyreports/> >, [consulté le 23 septembre 2020]

The Humanitarian Programme Cycle, *Humanitarian Needs Overview Afghanistan*, décembre 2019, disponible sur < <https://www.unocha.org/afghanistan> >, [consulté le 25 septembre 2020]

United Nations Assistance Mission in Afghanistan (UNAMA), *Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Midyear Report: 1 January – 30 June 2020*, 27 juillet 2020, disponible sur < <https://reliefweb.int/report/afghanistan/afghanistan-protection-civilians-armed-conflict-midyear-report-1-january-30-june> >, [consulté le 24 septembre 2020]

United Nations Assistance Mission in Afghanistan (UNAMA), *Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Midyear Report 2017*, juillet 2017, disponible sur < <https://unama.unmissions.org/protection-of-civilians-reports> >, [consulté le 23 septembre 2020]

United Nations Assistance Mission in Afghanistan (UNAMA), *Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2016*, février 2017, disponible sur < <https://unama.unmissions.org/protection-of-civilians-reports> >, [consulté le 23 septembre 2020]

United Nations Assistance Mission in Afghanistan (UNAMA), *UNAMA Special Report: Attacks on Healthcare During the COVID-19 Pandemic*, 21 juin 2020, disponible ici < https://unama.unmissions.org/sites/default/files/unama_special_report_attacks_on_healthcare_during_the_covid-19_pandemic_20_june_2020.pdf >, [consulté le 29 septembre 2020]

United Nations Assistance Mission in Afghanistan (UNAMA), *Afghanistan Protection of civilians in armed conflict – First Quarter Report: 1 January – 31 March 2020*, 27 avril 2020, disponible ici < https://www.ecoi.net/en/file/local/2028804/unama_protection_of_civilians_in_armed_conflict_-_2020_first_quarter_report_english.pdf >, [consulté le 29 septembre 2020]